

Comment empêcher
la fuite des capitaux



Tribune

socialiste



**liberté
à Saïgon !**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : François
BARBET - François BORELLA - Robert
CHAPUIS - Françoise CLAIRE - Marie
DEVEZE - Gilbert ESTEVE - Dominique
GALLIA - Pierre JOSSELINE - Daniel LE-
NEGRE - Gabrielle MALLET - Domini-
que NORES - Yves PELISSIER - Gi-
nette PIGEON - Michel ROCARD -
Stavros SMYRNIOTIS.

Directeur de la publication : Guy DE-
GORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

CALENDRIER POLITIQUE

1^{er} février : NANTES. Meeting avec
Michel Rocard et Bernard Langlois.
2 février : CRETEIL. Meeting avec
André Barjonet.
2 février : BESANÇON. Meeting avec
Philippe Simon.
2 février : CHAMBERY. Meeting avec
François Soulage.
2 février : SCHIRMECK. Meeting
avec Robert Chapuis.
3 février : SAINT-JEAN-DE-AU-
RIENNE. Meeting avec François Sou-
lage.
3-4 février : Journée nationale de
souscription.
5 février : VILLETANEUSE (Fac.).
Meeting avec François Soulage, Phi-
lippe Simon.
7 février : VERSAILLES. Meeting
autogestion avec Jean Le Garrec et
Basile Volokhine.
8 février : DOURDAN. Meeting avec
François Soulage.
8 février : ROUEN. Meeting avec
Pierre Bourguignon et Gérard Féran.
8 février : SAINT-ETIENNE. Meeting
avec Michel Rocard.
8 février : REZE. Meeting autogest-
ion avec Robert Chapuis.
9 février : SAINTE-GENEVIEVE-DES-
BOIS. Meeting avec François Soula-
ge.
9 février : AMIENS. Meeting avec
André Barjonet.
10-11 février : PARIS. Réunion de
formation, débats et présentation des
candidats PSU.
11 février : Journée nationale de
souscription.
12 février : MORLAIX. Meeting avec
Michel Rocard.
13 février : PAU. Meeting avec André
Barjonet.
14 février : CHELLES. Meeting avec
Robert Chapuis.

7 JOURS DANS T.S.

■ Il aurait fallu une bonne dose de naïveté pour s'imaginer qu'une signature en bas d'un parchemin allait d'un coup effacer trente ans de guerre. On continue de se battre au Vietnam, malgré les accords de cessez-le-feu : la composition, les contours de cette « peau de léopard » née de la réalité des combats et légalisée par les accords de l'avenue Kléber ont trop d'importance, trop de poids politique pour qu'il en soit autrement. Et il faudra du temps encore pour que la lutte se transpose vraiment du terrain militaire au seul champ de bataille politique. Si tant est qu'elle s'y cantonne vraiment un jour.

Dans ce contexte, notre « Vietnam Victoire » de la semaine dernière a pu paraître à certains un peu prématuré, voire démobilisateur.

Nous pensons pourtant que c'était le titre juste : quoi qu'il arrive maintenant — et nous savons bien que les Vietnamiens n'ont pas encore fini de souffrir — il reste cette évidence : la première puissance militaire de ce temps n'est pas venue à bout d'un petit pays héroïque. Les GI's vont quitter le Vietnam sans avoir bien compris au nom de quoi ils y étaient venus. Le peuple du Vietnam se bat, lui, pour sa liberté et son droit à l'existence. Le désengagement militaire américain est en lui-même une fantastique victoire. Nous tentons de l'expliquer cette semaine (p. 3, 4, 5), tout en soulignant les ambiguïtés de l'accord : notre solidarité, bien sûr, reste tout entière mobilisée. La dictature est toujours en place à Saigon, avec ses exécutions sommaires, ses salles de torture et ses camps de concentration.

■ Comme elle triomphe aussi — la dictature — plus près de nous dans cette Grèce des colonels, qui s'est encore illustrée cette semaine par une série de procès. A part ça, Zeus merci, le commerce va bien et les armateurs prospèrent (p. 7).

■ Mais il arrive aussi que la dictature prenne des coups dans l'aile. En Guinée-Bissau par exemple, où l'on s'achemine vers l'indépendance.

L'assassinat politique reste alors un moyen ultime de retarder une échéance inéluctable. Et voilà pourquoi ils ont tué Cabral (p. 6).

Amilcar Cabral, qui nous écrivait, à l'occasion de notre congrès de Toulouse, un message de sympathie se terminant ainsi : « Sommes encouragés par certitude votre congrès arrêtera mesures concrètes afin barrer chemin toute collaboration entre Etat français et gouvernement colonialiste fasciste Portugal... »

■ Jugement clair : c'est bien là en effet le point d'application de notre solidarité avec tous ceux qui, dans le monde, combattent pour le socialisme, pour la liberté, contre l'impérialisme. Français, notre combat se situe en France : et le renversement de l'actuel régime aurait à coup sûr un sens aussi pour les Grecs ou pour les Africains.

En attendant le TS « spécial élection », qui paraîtra la semaine prochaine — et sera une arme à l'intention de tous

nos militants engagés partout dans la bataille électorale — nous continuons cette semaine à « battre la campagne » (p. 15) avec le souci de montrer à chaque fois dans quel esprit nous nous battons. Ce n'est pas un hasard si plusieurs de nos candidats se sont fait matraquer lors des manifestations du 20 janvier sur le Vietnam ; si d'autres sont menacés dans leur emploi, ou l'ont perdu, comme Fanjat à Lyon ; si Boehm était au milieu des ouvriers en colère qui, à Schirmeck, ont « enlevé » leurs patrons (p. 14)...

Le sens de ce combat électoral a été rappelé et précisé au cours de la réunion, samedi et dimanche dernier, de la Direction Politique Nationale du PSU (p. 8).

■ Une arme, le « TS » de cette semaine doit en être une tout spécialement pour les militants de Créteil.

Une opération « ville nouvelle » dont la supercherie juteuse a été démontée par eux dans un dossier (p. 9, 10, 11) qui aurait tout avantage à circuler beaucoup dans la circonscription...

■ Une arme aussi, pour le combat que nous menons avec l'ensemble de la gauche contre le régime, les réflexions et les propositions de Michel Rocard pour lutter contre la fuite des capitaux (p. 16, 17) en cas d'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Les crocs-en-jambe de la bourgeoisie ne manqueraient pas, soyons-en bien sûrs ! Mais les parades existent, et il est important de le dire.

■ Et puisqu'on parle gros sous, et puisqu'il faut vous faire un dessin, voyez en dernière page. Il y est. Et il est assez clair.

Bernard LANGLOIS ■

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

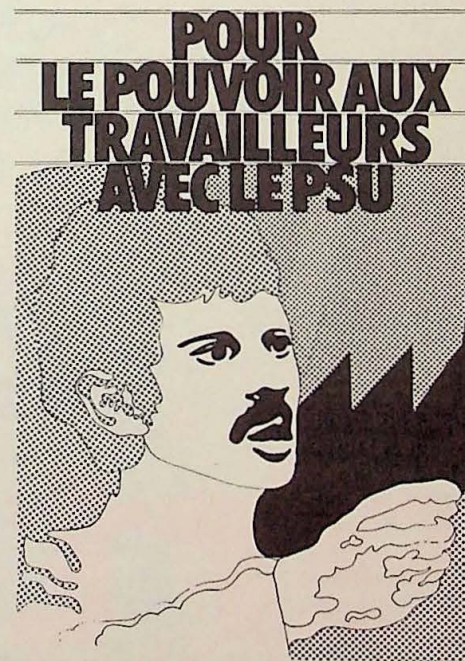
1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.



Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

Une victoire à construire

L'ACCORD de cessez-le-feu intervenu au Vietnam constitue une extraordinaire victoire du peuple vietnamien sur l'impérialisme américain. Cette victoire militaire — il faut y insister — sur les troupes américaines, signifie le départ du corps expéditionnaire US, en principe à titre irréversible. Il sera très difficile aux troupes américaines de débarquer à nouveau au Vietnam. Quelle serait en effet alors la réaction de l'opinion publique internationale ?

L'engagement solennel de rapatrier les troupes US ne signifie pas pour autant la fin de la présence américaine en Indochine. Les bases de Thaïlande, du Laos, du Cambodge, existent toujours. Les « conseillers » américains, leurs diplomates officiels et les autres, poursuivent leur mission. Par ailleurs, qui peut croire que Nixon hésitera à utiliser ses bases indo-chinoises pour de nouveaux bombardements du Vietnam si la situation l'exige ? Le personnage a déjà fait ses preuves... Ce départ des soldats américains laisse en théorie les Vietnamiens à même de décider eux-mêmes de leur avenir. La situation sur le terrain se caractérise donc par l'existence et l'affrontement de deux administrations, de deux forces qui refusent de se reconnaître. Deux armées, aussi. C'est une situation caractéristique de guerre civile, ou de toute autre forme de guerre interne. Disons-le nettement, les forces en présence ne disposent pas des mêmes arguments.

le peuple se souviendra

D'un côté, le camp réactionnaire local (Thieu et sa clique, ou toute autre formule de ce type) peut compter sur un soutien financier sans faille de l'administration américaine et des firmes installées sur place. Il disposera d'un armement encore renforcé récemment, à la veille de l'accord, par des livraisons massives des Etats-Unis. Il s'appuiera si besoin est sur le soutien logistique de l'aviation américaine.

De l'autre, les révolutionnaires vietnamiens doivent pouvoir capitaliser le formidable impact politique de leur lutte, et développer leur implantation dans les campagnes et les villes, en fonction des acquis de la guerre populaire, de l'organisation des territoires libérés.

La présence et la puissance du GRP et du FNL dans la population vietnamienne ne peuvent qu'être renforcées par l'intervention de l'accord de cessez-le-feu. En effet, malgré l'utilisation de la terreur systématique pour démoraliser les populations, malgré les bombardements criminels de Nixon, malgré la formidable puissance de feu mise en jeu par les forces des Etats-Unis et l'armée de Thieu, malgré la destruction de la végétation et la désorganisation de l'économie vietnamienne sciemment provoquées, la population du Nord et les maquisards du Sud ont tenu. Ils n'ont pas cédé. Et l'Amérique a mis les pouces. Le peuple vietnamien l'a bien entendu comme cela. Il saura s'en souvenir.

changement de tactique

Le cessez-le-feu, ce n'est donc pas la paix ; ce n'est pas non plus la victoire. En effet, les tenants du capitalisme vont transformer leur tactique. Et le débat sur l'avenir du Vietnam ne pourra pas être seulement politique. Ce n'est pas un hasard si la période qui s'ouvre correspond à une recrudescence des combats, à la diffusion par l'administration Thieu de mots d'ordre hystériques à l'égard des « communistes », à la menace d'exécution massive de milliers de prisonniers politiques par les gouvernementaux de Saïgon.

Ce n'est pas un hasard non plus si l'on parle de plus en plus d'une sorte de « Plan Marshall » pour le Vietnam, d'une aide à la reconstruction (y compris du Nord ?) pris en charge par l'administration Nixon et surtout les firmes capitalistes (principalement américaines, japonaises et surtout multinationales) à coups d'arrosage massif de dollars. C'est, à n'en pas douter, un changement de tactique de l'impérialisme en un point où il a subi une défaite. Trouver un relais à l'impérialisme militaire par la pénétration économique, favoriser l'émergence d'un Vietnam capitaliste puissant, créer à partir du Vietnam un glacis anticommuniste et développer un marché au profit des firmes : tel est à présent l'objectif de l'impérialisme. Si sa tactique échoue, il s'est donné, comme on l'a dit plus haut, les moyens d'imposer à nouveau au peuple vietnamien sa loi sanglante.

C'est dire que dans la période qui vient, il ne faut pas s'attendre à voir intervenir rapidement un règlement politique conforme aux

aspirations des révolutionnaires et du peuple vietnamien. En particulier, l'aspiration exprimée actuellement par le GRP de parvenir à la constitution d'un gouvernement d'union nationale d'inspiration neutraliste sera contrecarrée par tous les moyens en la possession des impérialistes et de leurs valets. La lutte des révolutionnaires vietnamiens n'est donc pas finie. Elle va au contraire être dure, elle va devoir redoubler d'intensité, elle devra faire face à tous les coups bas et à toutes les tentatives d'écrasement.

Elle requiert, plus que jamais, notre soutien indéfectible. Un soutien attentif, vigilant, exempt de la tentation de donner des leçons. En effet, après le cessez-le-feu, les événements au Vietnam vont avoir un caractère plus diffus et plus flou que par le passé : ils vont nécessiter une recherche patiente d'explication et une analyse à la fois prudente et déterminée du sens de l'évolution politique au Vietnam. Ce sera la tâche du Parti, en particulier, d'opérer le tri entre les informations souvent contradictoires que nous recevrons sur le Vietnam, et d'en dégager clairement la signification politique.

dénoncer les mauvais coups

Cette attitude nous conduira en particulier à dénoncer les mauvais coups contre les révolutionnaires vietnamiens, pour éviter qu'ils se fassent clandestinement, dans « l'euphorie » d'une fausse paix.

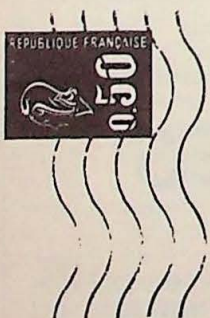
Elle nous conduira, également, à prendre des initiatives pour préparer la reconstruction économique ultérieure du pays. Pour qu'une évolution vers le socialisme au Vietnam soit possible, il est besoin de techniciens, de fonds : tout doit être tenté en ce sens, comme de nombreux camarades du PSU l'ont fait. Ces actions peuvent et doivent être popularisées, généralisées, en accord bien entendu avec les camarades vietnamiens.

Au lendemain du cessez-le-feu, certains ont pu croire que la victoire était acquise. Ce n'est pas le cas encore. Elle est à construire, cette victoire. Elle sera difficile. Mais nos camarades vietnamiens ont donné la preuve de leur ténacité. Leur cause est juste.

Ils gagneront.

Et le PSU sera à leur côté. Comme avant, plus qu'avant.

Daniel LENEGRÉ.



● poète

Nous avons reçu cette lettre signée « Robert C., exploité chez Berliet ».

« Chère T.S. — Je suis un de tes lecteurs attentifs. Toi, tu n'oublies

pas les plus malheureux. J'aurais aimé être poète, mais fils d'immigré je n'ai pas poursuivi les études. Je t'offre ce poème où j'ai mis tout mon cœur. »

AUTOGESTION

Parmi les combattants du monde [de demain,

Sous les plis des drapeaux de la [classe ouvrière, Unissons la jeunesse avec les [immigrés !

Réalisons la vraie unité populaire Immigrés de Berliet et de Penna- [roya

Grévistes d'Usinor, paysans de [Bretagne,

Ouvriers licenciés, lycéens, étu- [diants,

Luttons, luttons encore contre le [patronat

Ouvrons dès aujourd'hui la route [du bonheur.

Pouvoir aux travailleurs des villes [et des champs !

Soutien sans défaillance aux luttes [les plus pures

Unité Unité avec les immigrés - Voici venir le temps de l'espoir [du bonheur,

Evinçons Pompidou et son gouver- [nement

Non aux politiciens aux ennemis [du peuple !

Demain nous bâtirons la vraie [autogestion

Unissons-nous, luttons ouvriers, [paysans

Autogestion demain, fête dans l'en- [treprise

La lutte est exaltante et le combat [sourit

Unité, unité, bonheur et liberté

Dans l'effort et la joie unissons- [nous mes frères Redressons le courage, gagnons [l'autogestion !

● généreux

Sympathisant du PSU et lecteur assidu de « TS », je m'étonne de savoir que cet hebdomadaire de très grande qualité ne tire qu'à 25.000 exemplaires et reste, hélas ! assez peu connu parmi les masses populaires. Cela paraît même assez paradoxal quand nous voyons des feuilles de choux gauchistes tirer à 60.000 exemplaires, ou même l'hebdomadaire, si médiocre d'ailleurs, de la social-démocratie française « L'Unité » tirer à presque 100.000 exemplaires. Les militants du PSU font-ils le maximum pour faire connaître « TS » pour le faire vendre ? Est-il normal que l'on ne trouve point « TS » dans de nombreux kiosques et marchands de journaux ? Vous me permettez de penser qu'avec un peu plus d'habileté et de publicité, et vu sa qualité, il serait très possible de doubler le tirage de « TS » et que cela ne pourrait qu'être bénéfique pour le PSU ?

G.G., Troyes ■

NDLR : A qui le dites-vous ?

PSU - DOCUMENTATION

Paiement à la commande

Numéros disponibles :

N° 16 : Les travailleurs émigrés	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N° 18-19 : La hiérarchie des salaires	2,00
N° 20-21 : Le capitalisme contemporain	2,00
N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire international	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	3,00
N° 35-36-37 : le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F

à TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée

75015 PARIS

Par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

entre les lignes des accords

Le dernier soldat américain une fois parti du Vietnam, nous savons bien que rien ne sera encore réglé pour autant. Que le peuple vietnamien ait remporté une incontestable victoire, en obligeant la première puissance militaire du globe à plier bagage ne nous fait pas oublier que le régime du dictateur Thieu est toujours en place à Saigon. Et que le soutien de Washington lui reste acquis, sous d'autres formes...

DIMANCHE 28 janvier, 1 h de l'après-midi : les combats ont cessé au Vietnam. En principe dans moins de deux mois, le dernier soldat américain aura fait sa valise.

Telle est la première signification de l'accord de cessez-le-feu. L'arrêt des bombardements et de tous les moyens d'extermination utilisés par les Américains au Vietnam, allège considérablement les souffrances du peuple vietnamien sans cependant y mettre un terme. Car le cessez-le-feu n'est pas la paix. Et les textes de l'accord ne font que régler la situation militaire.

Les Américains, battus sur le terrain, tenteront par tous les moyens de maintenir leurs intérêts au Sud-Vietnam. Les textes sont rédigés de telle sorte qu'ils pourront le faire par Thieu interposé.

Aujourd'hui plus que jamais l'enjeu est le contrôle du pouvoir à Saigon. Alors que le GRP, fort de ses assises populaires, a tout intérêt à laisser la voie libre au jeu démocratique et appliquer strictement les textes de l'accord, Thieu par contre est déterminé à empêcher les Vietnamiens de choisir librement ceux qui les gouverneront. Conscient de la fragilité de son autorité, artificiellement maintenue par la présence américaine, Thieu entend perpétuer son règne par la force.

La conclusion des accords de cessez-le-feu a été interprétée par chacun des signataires comme une victoire pour son camp. Il suffit de rappeler la mauvaise volonté évidente de la Maison-Blanche et l'hostilité déclarée du gouvernement de Saigon à l'égard de ces mêmes accords en octobre dernier, pour convenir de leur échec.

Nixon et Thieu ont été contraints de mettre fin à la guerre, non parce qu'ils aspiraient à la paix, mais uniquement par la volonté de leurs adversaires. En vain le président U.S. a-t-il tenté de faire céder Hanoi et le GRP en redoublant de férocité dans les combats. Les textes définitifs de l'accord consacrent la victoire des révolutionnaires vietnamiens sur les points considérés par eux comme essentiels.

D'abord et surtout la reconnaissance explicite par les Etats-Unis de l'unité, l'intégrité et l'indépendance de l'ensemble du Vietnam. Washington avait refusé d'y souscrire en 1954, aujourd'hui force lui a été d'admettre que la ligne de démarcation du 17^e parallèle ne constitue en aucune manière une limite politique ou territoriale.

fusiller les ralliés

Autre point à l'actif des révolutionnaires vietnamiens : Le départ des troupes américaines et son corollaire la suppression de leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam.

Enfin du fait même que Thieu doit négocier avec le GRP l'avenir du Sud-Vietnam, les Américains et l'administration de Saigon reconnaissent l'autorité administrative et militaire du GRP sur les zones tombées sous son contrôle lors des combats.

Ainsi les accords consacrent-ils provisoirement (tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée) l'existence d'un « troisième Vietnam » découpé sur le territoire de l'adversaire sous

la forme d'une « peau de léopard ». C'est précisément là que se situe tout le nœud du problème. La campagne de lutte politique publiquement lancée par Thieu le 25 janvier dernier se jouera dans les zones contrôlées par lui mais qui risquent de lui échapper.

Voilà pourquoi le président sud-vietnamien a déclaré ouvertement la guerre aux communistes et à tous ceux qui les appuient. Toute tentative d'échapper au contrôle du gouvernement de Saigon sera sauvagement réprimée. Thieu n'a-t-il pas lui-même annoncé à la veille de la signature des accords, que l'on fusillerait sur le champ toute personne qui essaierait de se rallier au camp de l'adversaire ?

vers la guerre civile ?

La répression n'est pas la seule arme dont dispose le président sud-vietnamien. Il est par ailleurs en mesure de bloquer le fonctionnement des accords en jouant sur les ambiguïtés inhérentes aux textes :

La règle de l'unanimité ayant été adoptée dans toutes les institutions créées par les accords, rien ne peut se faire sans l'assentiment de Thieu. Celui-ci aura pour souci constant de mener les négociations avec le GRP à une impasse. Ainsi en ce qui concerne la libération des 200.000 prisonniers civils, arbitrairement détenus dans les prisons du sud, Thieu est seulement tenu « de faire tout son possible pour régler cette question dans les trois mois à venir ».

On sait qu'il règlera cette question par l'extermination pure et simple des prisonniers. Il est de notre devoir de nous mobiliser aux côtés des Vietnamiens pour l'empêcher de le faire.

Thieu peut également bloquer le déroulement des élections (dont ni la date ni la nature n'ont été fixées par les accords). Le GRP soucieux du respect des libertés démocratiques exige l'élection d'une assemblée constituante. Thieu lui, veut imposer des élections présidentielles.



A. L. B.

Enfin Thieu dispose d'une force de dissuasion considérable : La protection de l'aviation américaine qui restera basée en Thaïlande ; sans compter son aviation à lui, infiniment plus puissante que celle de Hanoi. Envenimer la situation, provoquer une guerre civile, est tout à l'avantage de Thieu qui ne peut que se rallier à une politique de désespoir.

Dans ces conditions le peuple vietnamien habilité en droit à disposer de lui-même ne pourra l'être de fait qu'après l'élimination du dernier obstacle à sa liberté : Thieu.

Dès lors la poursuite de l'œuvre révolutionnaire du peuple vietnamien pourra se faire sans entraves.

Les Vietnamiens du sud pourront choisir la forme de gouvernement et de société qui leur conviennent pour enfin parvenir à l'objectif qu'ils se sont fixé et pour lequel ils se sont battus pendant trente ans : la réunification du Vietnam dans le socialisme.

Gabrielle MALLET ■



Pascal LEBRUN

TÉLÉGRAMMES

DELEGATION GRP 49, AV. CAMBACERES, 91-VERRIERES-LE-BUISSON.

VOUS EXPRIME IMMENSE JOIE TOUS MILITANTS PSU A L'ANNONCE CESSEZ-LE-FEU. STOP. VOUS PRIE TRANSMETTRE COMBATTANTS VIETNAMIENS SENTIMENTS TRES PROFONDE ADMIRATION VOUS ASSURONS NOTRE SOUTIEN TOTAL JUSQU'A SOLUTION POLITIQUE QUE VOUS JUGEREZ SATISFAISANTE ET VOUS EXPRIMONS PROFONDE GRATITUDE POUR ESPERANCE QUE VOTRE VICTOIRE APPORTE TOUS CEUX QUI COMBATTENT

POUR SOCIALISME ET LIBERTE. POUR LE BUREAU NATIONAL DU PSU MICHEL ROCARD.

DELEGATION GENERALE RDVN, 2, RUE LEVERRIER, PARIS (16^e). PSU VOUS EXPRIME IMMENSE SATISFACTION ANNONCE CESSEZ-LE-FEU ET PROFONDE ADMIRATION POUR L'HEROISME DU PEUPLE VIETNAMIEU. STOP. VOUS ASSURONS NOTRE TOTALE SOLIDARITE JUSQU'A SOLUTION POLITIQUE DEFINITIVE. POUR LE BUREAU NATIONAL DU PSU MICHEL ROCARD.

pourquoi ils ont gagné

L'impérialisme a une logique qui est partout la même. Mais cette logique s'exprime par une stratégie variable selon les lieux et le temps. Au Vietnam, les Américains sont passés de la contre-guérilla aux bombardements massifs, pour ensuite combiner les deux dans la dernière phase de leur guerre d'agression.

Si les Vietnamiens ont su résister et vaincre, ce n'est pas en vertu de la seule et « invincible » magie patriotique du peuple. Aux bombardiers géants, aux 500.000 soldats américains, aux hélicoptères, au napalm, aux bombes à billes, aux défoliants, aux mille techniques de mort mises à l'essai contre eux, les Vietnamiens ont su opposer une stratégie militaire cohérente, capable d'unifier les aspects techniques de la guerre et la volonté révolutionnaire d'un peuple de construire le socialisme.

CONSIDERES comme de médiocres soldats dans l'armée française, à l'époque où leurs ancêtres étaient encore les Gaulois, les Vietnamiens sont pourtant riches d'une vieille tradition de pensée militaire : leur première guerre de libération ne date pas de l'époque française. Dans leurs démêlés continus avec les envahisseurs chinois, ils ont appris, à leurs dépens, l'inefficacité d'une stratégie purement défensive (places fortes, citadelles) en même temps que les dangers d'une coupure entre l'armée d'élite et le peuple. Guerre de mouvement s'appuyant sur la guérilla paysanne et la résistance généralisée, adaptation permanente aux situations locales dans le cadre d'un combat d'usure et de longue durée, choix du moment adéquat pour l'offensive ou le repli, sans oublier les rapports de forces et les données politiques du combat, telles sont les richesses de l'histoire militaire vietnamienne depuis l'ère féodale. Cet acquis de la tradition s'enrichira au XX^e siècle de l'apport décisif du marxisme.

pensée militaire et marxiste

C'est en 1920 que naît en Chine du Sud « la ligue des camarades de la jeunesse révolutionnaire », noyau marxiste créé par Ho Chi Minh. Le Parti communiste indochinois, qui lui succède en mai 1930, envisage dès sa création le passage à l'insurrection armée, et crée des groupes d'autodéfense lors du mouvement des soviets du Nghe-Tinh.

A cette première insurrection succédera une période de dix années d'actions légales et semi-légales coordonnées avec un intense travail politique anticolonial.

Le début de la deuxième guerre mondiale va permettre le passage de la lutte politique à la lutte de guérilla à l'échelle locale, et aux insurrections partielles : le repli des garnisons françaises devant les Japonais permet notamment aux montagnards de Bac-Son de se soulever en septembre 40. Soutenus par le parti communiste et animés par Trần Dang Ninh, les maquis vont se multiplier avant d'être décimés.

En 1944, Ho Chi Minh préconise pourtant la poursuite de la guérilla, et de l'action politique à outrance. Sous la direction de Vo Nguyễn Giap se crée

le « Détachement de Propagande et de Libération » qui, entre le 19 et le 25 août 1945 va se rendre maître de toute l'Indochine. De quelle manière ? La clé de la victoire a tenu au choix du moment favorable : notion mise en lumière à cette époque par Ho Chi Minh, et selon laquelle une situation doit être parvenue à un point de maturité, non seulement localement mais aussi dans l'ensemble du pays et sur le plan international. En août 45, c'est le moment favorable : le repli des Français, la bombe sur Hiroshima suscitent la naissance d'un puissant soulèvement rural et urbain, appuyé par la guérilla. C'est la révolution d'août : une victoire politique.

Le retour des bataillons français dès la fin de 1945 provoque d'abord le repli puis la généralisation de la résistance armée (déc. 46). Mais l'armée populaire est encore très faible, et ce n'est qu'en 1948 que le général Giap préconisera une guerre menée sur un double front :

— lutte armée sur les arrières de l'ennemi (le delta),
— guerre de mouvement, avec des forces mobiles de plus en plus importantes (1).

Cette stratégie militaire va permettre de vaincre l'armée française à Dien Bien Phu. C'est cette même stratégie, avec des réajustements tactiques permanents, qui a fait reculer l'énorme machine de guerre américaine. On peut en rappeler rapidement les principes, à partir des écrits de Giap lui-même.

stratégie globale

Les révolutionnaires vietnamiens ont toujours recherché les faiblesses de l'adversaire, toutes les faiblesses. C'est dire que leur stratégie n'est pas uniquement un ensemble d'analyses techniques et militaires, mais bien l'évaluation d'un rapport de forces politiques, économiques et militaires, des plans de l'adversaire, de ses contradictions.

Dans la guerre contre les Etats-Unis, les Vietnamiens ont su donner la priorité à ce type d'analyse stratégique globale.

Ainsi du raisonnement de Giap en 1967 : « Quel est l'objectif du Pentagone ? Faire une guerre limitée dans son envergure et son extension », donc une guerre-éclair, ne gênant pas

l'audience internationale des Etats-Unis, et ne perturbant pas la vie des Américains. « Il est difficile aux Etats-Unis — dit-il encore — de jeter toutes leurs forces dans la guerre d'agression au Vietnam (...) l'équilibre de la terreur, remis en cause s'il y avait escalade, entraînerait le risque d'une guerre mondiale à laquelle les Etats-Unis ne sont pas préparés. »

Giap avait ainsi déterminé la principale contradiction de l'adversaire : un objectif limité avec des moyens énormes. Les Vietnamiens, forts de cette certitude, décidaient alors de mener une guerre d'usure contre l'occupant et d'accroître de manière permanente leurs forces de résistance.

Le combat va se dérouler en trois temps : défensive, guerre de position dans les villes ou zones investies, puis guerre de mouvement avant l'offensive généralisée (comme celle du Têt).

Cette stratégie offensive de la guerre de mouvement s'apparente à celle mise en avant 50 ans plus tôt par le général bolchevique Michaël Frounzé, dans un débat qui l'avait opposé, en 1921, à Staline, Lénine et Trotsky (1). Le double caractère de la guerre y est précisé : guérilla et actions coordonnées, dispersions dans les campagnes (harcèlement) et attaques massives d'unités régulières sur des objectifs ennemis précis.

On reconnaît là le scénario de Dien Bien Phu au cours de l'été 53, et aussi la victoire, en 66, contre l'offensive américaine.

l'appui de l'arrière

Les experts du Pentagone avaient en effet commencé à cette époque à occuper le terrain pour repérer dans la jungle, puis détruire, les forces armées de libération. Les B 52 procédaient dans le Sud, à des râtissages secteur par secteur, et une région entière était bouclée.

Les Vietnamiens avaient alors riposté sur place (batteries anti-aériennes) pour attaquer, peu de temps après, la base de Quanq-Tri, plus au Nord, obligeant l'ennemi à y envoyer des troupes en renfort. Le résultat est l'échec de l'opération américaine « Junction City ». Le quadrillage et l'occupation du terrain par le FLN sur les deux tiers du Sud-Vietnam empêchent toute reconquête du terrain par l'ennemi, sauf à se résoudre à un morcellement de ses troupes.

Depuis 1941, les révolutionnaires se sont attachés à la constitution de solides bases d'appui à l'arrière : bases retranchées dans des zones d'accès difficiles (montagne, marécages) où se regroupent les centres d'entraînement, les écoles, les ateliers, les dépôts de vivres et de munitions.

Il faut ajouter à ces bases le contrôle du FNL sur tout le delta du Mékong, producteur de riz et, bien sûr, l'appui solide du Nord-Vietnam.

Avoir voulu supprimer les communications avec le Nord, en visant les ponts, les routes, les usines, puis en tentant un génocide avec le bombardement des digues et le minage des ports aura été l'erreur des Américains : c'était oublier la mobilité et la permutation constante entre les

fronts avancés et les fronts arrière de la guérilla.

Giap expliquait en 48 qu'il fallait faire des arrières ennemis les positions avancées des révolutionnaires.

Les unités de l'Armée Populaire, en effet, n'ont jamais évolué sur un front défini. En cas de faiblesse dans une situation locale, elles disparaissaient pour ressurgir derrière les lignes ennemies. Cela explique l'isolement continu où se sont trouvées les bases américaines — malgré la construction de la fameuse ligne Mac Namara (liaisons routières, tranchées, bunkers), puis malgré le pont aérien par escadrilles d'hélicoptères.

Toute tentative de fixation d'un front a privé les troupes américaines de mobilité et facilité au contraire la pénétration des forces du FNL lors de l'offensive du Têt en 1968.

Cette tactique de permutation des fronts arrière et avancés s'est constamment appuyée sur l'art du camouflage, de l'encercllement et de la feinte. De multiples exemples en sont donnés dans le livre de Truong-Chinh (3).

guérilla généralisée

Beaucoup, et en certaines occasions, beaucoup contre peu : c'est un des autres principes de la guerre populaire. Il s'appuie sur la généralisation de la guérilla.

Les forces de résistance vietnamiennes sont composées de trois formations armées distinctes : les guérilleros, les unités régionales, les troupes régulières.

A la base existent les groupes d'autodéfense des entreprises et des communautés. Viennent ensuite les milices de guérilla, qui mènent les actions de harcèlement. Ces groupes et milices opèrent dans des zones restreintes (quelques communes).

Les unités régionales, regroupant diverses armes, ont une action plus large dans une zone donnée.

Enfin les combattants les mieux formés, rejoignent les troupes régulières de l'Armée Populaire, qui s'appuie sans cesse sur les actions des guérilleros ou des régionaux.

Contre cet appareil de résistance évoluant au sein du peuple, présent dans chaque milieu humain (village, quartier de Hué ou Saigon), les Américains ont tenté la guerre totale : campagnes défoliées, civils massacrés (Song-My, et bien d'autres), villes bombardées : ce fut l'échec. Les Américains n'ont pu venir à bout de tout un peuple en armes.

La capacité créatrice de chaque unité autonome, mais solidaire de l'Armée Populaire, a tenu en échec les dispositifs les plus gigantesques.

L'objectif de tous était simple : le départ des Américains.

« Le militaire sans la politique est un arbre sans racines » disait Ho Chi Minh. L'arbre vietnamien a pris racines dans la haine de l'occupant, mais aussi dans la volonté de négocier la paix, d'imposer la réalité historique du socialisme.

Giap déclarait en 1969 : « Nous les avons vaincus dans la « guerre spéciale ». Nous avons mis en échec leur « guerre locale », même au plus haut degré de l'escalade. Comment pourraient-ils, dans une phase de défaite et de déclin, espérer remporter la victoire par la prolongation de la guerre d'agression, le retrait au compte-gouttes d'une partie de leurs troupes et le retour à une variante combien désuète de la « guerre spéciale ? »

Obligés de négocier en 1969, obligés de conclure en 1973, les impérialistes ont perdu la guerre du jour où ils l'ont commencée. Car ils se sont heurtés à la guerre révolutionnaire de tout un peuple, pour sa liberté.

Yves PELISSIER ■

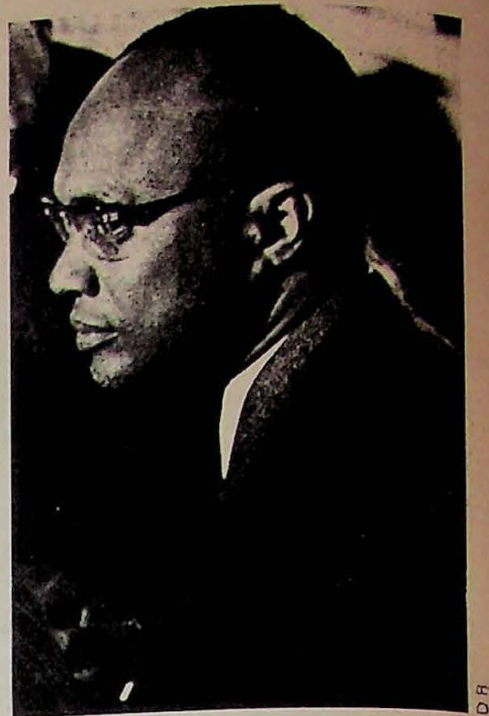
(1) Vo Nguyễn Giap. « Guerre du peuple, armée du peuple ». Maspero.

(2) Cf. annexe du roman « Conte de la lune non-éteinte ». Boris Pilniak. Champ Libre.

(3) « La Résistance vaincra ! ». Editions en langues étrangères. Hanoi 1960.

GUINEE-BISSAU :

nouveau crime, même stratégie



AMILCAR CABRAL : Un militant assassiné

Le Portugal, tueur à gage pour le compte de l'impérialisme, assassine Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC (parti africain pour l'indépendance de la Guinée Bissau et des îles du Cap Vert), le samedi 20 janvier, à Conakry. Deux ans après le débarquement des mercenaires portugais à Conakry, le 22 novembre 1970, et l'échec de leur attaque contre le Q.G. du PAIGC, le Portugal récidive, utilisant cette fois comme hommes de main des Africains infiltrés dans les rangs du parti.

LES jardiniers du « tribalisme » et des « rivalités internes » jubilent. Mais dans leurs exégèses, ils oublient l'antagonisme celui-là irréductible qui oppose l'impérialisme et les peuples africains opprimés dans leur exigence de reprendre en main leur propre histoire.

Laissons donc aux révolutionnaires africains, qui ont de leur réalité une connaissance plus approfondie que nous, la tâche de résoudre leurs contradictions internes, et dénonçons la mafia impérialiste qui experte dans l'art de diviser les peuples qu'elle opprime, a armé le bras qui a frappé Cabral.

Replacer l'assassinat de Cabral dans

la perspective de la stratégie actuelle de l'impérialisme face aux victoires spectaculaires remportées par l'ensemble des combattants africains, et rendre compte de la richesse de l'apport théorique d'Amilcar Cabral à la pensée révolutionnaire nécessiteraient une étude approfondie qui ne peut être faite dans les limites restreintes de cet article.

De même dénoncer la collusion de la France avec le régime raciste de Caetano sous tous ses aspects, et sa lourde responsabilité dans les guerres inhumaines menées contre les peuples africains opprimés, mériterait un long développement. Nous y reviendrons.

Nous nous contenterons pour cette fois d'un bref aperçu de la situation actuelle de la lutte en Guinée Bissau, et de la pensée d'Amilcar Cabral dont la richesse et la valeur sont un acquis pour les révolutionnaires du monde entier.

une "action retardatrice"

Dans quelques semaines, l'indépendance allait être proclamée par l'Assemblée nationale issue des récentes élections organisées par le PAIGC dans les deux tiers du pays déjà libérés. L'ONU avait reconnu le PAIGC comme seul représentant authentique du peuple de Guinée Bissau et des îles du Cap Vert et venait à l'unanimité d'exiger du Portugal l'ouverture immédiate de négociations dans ses territoires africains avec les parties en cause, en vue « d'arrêter l'affrontement armé ».

La France elle-même, au moment du vote, avait dû lâcher le Portugal pour ménager une opinion africaine de plus en plus sensibilisée.

Après dix ans d'une guerre barbare, malgré les tortures, les défoliants, le napalm, l'assaut final se préparait dans le Sud, la victoire était proche.

En frappant le peuple de Guinée Bissau à la tête, ses ennemis viennent par cette « action retardatrice » de signer l'aveu de leur peur et de leur désastre. L'enjeu ? maintenir dans le camp occidental les territoires portugais tels les îles du Cap Vert et l'archipel des Bijagos, considérés par le PAIGC comme partie intégrante de la Guinée Bissau, et dont la position stratégique est vitale pour le système de défense de l'OTAN.

L'OTAN, sans lequel le Portugal aux dix ans ces guerres coloniales ruineuses, l'OTAN, fournisseur des araires et des subsides, tirant les ficelles du fantôme Portugal, l'OTAN, le vrai coupable, qui a sacrifié Cabral aux intérêts du « monde libre ».

Rappelant que « personne n'a encore réalisé une révolution victorieuse sans théorie révolutionnaire », Cabral va commencer par une étude approfondie de la réalité historique de son peuple et de sa structure socio-économique. Il déterminera ainsi le rôle de chaque couche dans la lutte : « Le paysan est la force physique principale mais n'est pas la force révolutionnaire principale qui se trouve dans les milieux urbains, parmi les travailleurs salariés (la classe ouvrière n'existant pas comme classe bien définie), et parmi la petite bourgeoisie, consciente de la domination étrangère. Au moment de son arrivée au pouvoir, la petite bourgeoisie peut, soit s'allier à l'impérialisme et aux couches réactionnaires de notre pays, soit s'allier... aux ouvriers et aux paysans qui, de leur côté, ont l'obligation de prendre et de contrôler le pouvoir en vue de la révolution ; donc de se suicider en tant que classe. »

« Ce sont eux qui, après beaucoup de difficultés, amènent la paysannerie à rejoindre la révolution. »

Ayant conclu que c'est « le niveau des forces productives qui est la force motrice véritable et permanente de

l'histoire », Cabral définira le fondement de la libération nationale comme « le droit inaliénable de chaque peuple à avoir sa propre histoire », et son but comme « la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme », c'est-à-dire la libération du processus de développement des forces nationales productives. « Pour cette raison, tout mouvement de libération qui ne prend pas en considération ce fondement et cet objectif peut combattre l'impérialisme, il ne combat certainement pas pour sa libération nationale. »

« Pour répondre à la violence de l'impérialisme, la lutte armée est la voie normale de libération nationale. La lutte armée, en ce qui nous concerne, a non seulement liquidé les séquelles d'idées tribales, mais est en train de donner naissance à un homme nouveau, à une femme nouvelle. »

« lutez vous aussi »

La théorie révolutionnaire, dont nous avons indiqué ici quelques pôles, et qu'il a forgée à partir de la réalité spécifique à sa société et de sa pratique quotidienne dans la lutte, est l'arme la plus précieuse que Cabral légua à son peuple aujourd'hui pour l'achèvement de sa libération.

Il dépend de nous d'accélérer le jour de la victoire totale du peuple de Guinée Bissau ; car il était bien conscient de la portée universelle et internationale de la lutte qu'il menait contre l'impérialisme, « dont l'objectif est à la fois de dominer la classe ouvrière mondiale et d'étouffer les mouvements de libération nationale des pays sous-développés, contre cet ennemi commun, nous luttons les armes à la main en Guinée ; lutez vous aussi... je ne dis pas de quelle manière, c'est votre affaire mais il faut trouver le moyen et la forme d'une lutte contre l'ennemi commun ; ce sera la meilleure preuve de solidarité que vous pourrez nous donner. »

Ginette PIGEON ■

Les grands textes de l'Episcopat français sur la politique

Mgr Gabriel Matagrín

Politique, Eglise et foi

pour une pratique chrétienne de la politique.

le rapport de Lourdes 1972.

14,50 F

Les évêques français prennent position

la société, la politique, la civilisation, le socialisme, les pouvoirs publics.

Un dossier présenté par Pierre Toulat Postface de Lucien Guissard

300 pages ; 14,5 / 21,5 23 F

le Centurion

AFFAIRE VALPREDA :

l'homme qui en sait trop

Le dernier témoin de l'affaire Valpreda vit en France depuis deux ans. Il est aujourd'hui menacé d'expulsion. Or, dans cette affaire, tous les témoins vivant en Italie ont eu, jusqu'à maintenant, une fâcheuse tendance à disparaître prématurément...

SOUVENEZ-VOUS : Le 12 décembre 69. Des bombes à Rome et Milan, 16 morts, 103 blessés. La police italienne accuse immédiatement les « anarchistes », et Valpreda va rester trois ans en prison, avant d'être formellement innocenté sous la pression de l'opinion publique. Une affaire qui a prouvé avec éclat la collusion de l'extrême-droite et de la C.I.A., véritables responsables du massacre, avec l'aide des services secrets grecs.

Dans cette drôle d'affaire, où tout a été fait pour masquer la vérité, tous les témoins directs sont mystérieusement disparus au fil des mois. Accidents, suicides...

Pinelli « suicidé » d'une fenêtre de la Questure de Milan ; Ugo Lenke, qui mettait en cause des dirigeants d'extrême-droite : asile psychiatrique ; le « super-témoin », chauffeur de taxi, Rolandi, qui avait reçu 50 millions pour reconstruire Valpreda : crise cardiaque ; 5 militants libertaires qui participaient à une contre-enquête : tous morts dans un acci-

dent de voiture ; l'avocat Ambrosini, témoin de la première heure, qui se « suicide » du 8^e étage de l'hôpital où il était en observation...

Reste Sergio Arda. Arrêté avec Pinelli, il va avec lui à la Préfecture. Il témoignera plus tard contre le commissaire Calabresi, l'accusant du meurtre de Pinelli. Puis il se réfugiera en France, parce qu'il tient à la vie...

Trois ans après l'attentat, Valpreda, en liberté provisoire et gravement malade, attend son procès. S'il succombait avant l'audience, Arda resterait le seul témoin à pouvoir mettre en cause les organisations d'extrême-droite et les organismes d'Etat complices.

Arda vit en France depuis 2 ans. Il y mène une vie calme et travaille régulièrement. Sans aucun motif, on lui notifie un refus de séjour. Il est facile d'imaginer le sort qui l'attend une fois hors de France...

Le délai expire le 5 février. Comité de soutien : 33, rue des Vignoles, 75020-PARIS. PYR. 46-86.

GRÈCE : la répression au service de l'impérialisme



PAPADOPOULOS : Les armateurs sont contents.

La dictature militaire en Grèce fêtera bientôt son 6^e anniversaire dans le silence. Le silence des dents serrées de tout un peuple qui vit sous la loi martiale et la terreur blanche, dans la clandestinité d'une résistance obstinée des prisonniers politiques, des simples gens de la rue, des étudiants. Le 25 janvier 1973, le gouvernement ferme l'école Polytechnique jusqu'à une date indéterminée. Les étudiants manifestaient contre le fonctionnement à Athènes d'une université américaine.

Le silence est complice de tous ceux, qui prennent plaisir à embellir ce régime pour mieux faire oublier à l'opinion publique les procès des anciens résistants contre le fascisme et des nouveaux contre la dictature militaire. Dix-sept patriotes grecs dont le secrétaire général du P.C. grec (intérieur) attendent cette semaine le verdict du nouveau procès que la junte a monté.

PAPADOPOULOS, homme fort de la dictature militaire en Grèce, a clos l'année 1972 par un discours-fleuve où il a laissé apparaître des promesses — aussi habituelles que vagues — d'une certaine libéralisation pour 1973.

Les actes suivant les paroles, l'année nouvelle est donc inaugurée par deux grands procès politiques qui se sont déroulés la semaine dernière à Athènes.

Le premier concernait Stathis Panagoulis (père de Alecos Panagoulis, auteur d'un attentat manqué contre le dictateur, condamné à mort et enfermé depuis dans un cachot spécial qui rappelle les « cages à tigres » des prisonniers patriotes vietnamiens de Thieu). Stathis et avec lui trois autres résistants dont une Italienne étaient accusés de vouloir organiser l'évasion de Alecos.

Au deuxième procès comparaissaient le secrétaire général du PC grec (intérieur) Babis Dracopoulos, et Mitsos Partsalidis, premier maire « rouge » grec en 1934, secrétaire général de l'EAM (FNL), qui combattait les nazis sous l'occupation, et Premier ministre du gouvernement dit « des Montagnes », constitué par les forces démocratiques au cours de la guerre civile (1946-49).

une dictature à visage doux

En la personne de ce vieux militant qu'est Partsalidis, c'est toute une époque et un idéal antifasciste que l'on traîne devant le tribunal. La junte lui a déjà fait payer cher ce passé : rentré clandestinement en Grèce et arrêté, Partsalidis fut condamné le 4 mai 1972, huit fois à la réclusion perpétuelle pour « activités subversives et responsabilité morale pour 7 homicides commis pendant les années 1947-49 ». Le 22 janvier il comparaisait à nouveau pour son activité de résistance contre la junte.

Au cours des 19 derniers mois le gouvernement a eu l'occasion d'organiser vingt procès politiques importants, outre une multitude d'autres moins connus du grand public. Performance non négligeable d'un régime qu'une certaine presse française et étrangère se plaît à présenter comme « une dictature à visage doux »...

Mais les procès ne sont qu'un aspect de la répression exercée par la junte. Les colonels considèrent l'Université comme le terrain par excellence où la

matraque s'impose pour désamorcer toute tentative de liberté d'expression.

A l'heure actuelle une quarantaine d'étudiants sont torturés pour leurs activités pendant les premières élections organisées dans les facultés grecques, le 20 novembre 1972. « Elections organisées » et comment ! Le pouvoir voulant donner l'illusion d'une certaine libéralisation a décidé d'accorder aux étudiants des élections promises et toujours reportées à « l'année prochaine ». Bien entendu il s'agissait de faire élire de gré ou de force des fidèles du régime. La police a ainsi procédé à des arrestations « d'éléments suspects » à tour de bras et s'est carrément emparée des urnes pour y placer elle-même les bulletins.

La réaction des étudiants ne s'est pas fait attendre : ils ont non seulement refusé de participer aux élections mais également manifesté leur colère dans la rue, faisant échec à la tentative de récupération du mouvement étudiant par le pouvoir.

Papadopoulos a immédiatement riposté en remplaçant le ministre de l'Éducation nationale, un civil, par un des protagonistes du coup d'État, réputé « dur ». Contre-offensive gouvernementale attendue, d'autant plus qu'à travers les élections c'était l'orientation même de l'enseignement supérieur qui était mise en cause.

Depuis le coup d'État un militaire se trouve déjà à la tête de chaque faculté. Actuellement la junte veut imposer un « conseil national d'éducation », composé de technocrates et d'industriels et chargé d'étudier les conditions d'adaptation de l'Éducation nationale aux besoins de l'Économie nationale. C'est dire que l'Université-caserne doit se mettre à produire des cadres dociles aux exigences des pays impérialistes qui dominent la Grèce et parallèlement favoriser le passage du grand capital grec au stade du capitalisme monopoliste.

les profits des armateurs

Museler les étudiants, étouffer toute contestation, faire régner le calme à coup de trique, permet au régime de laisser les coudées franches aux requins de l'économie. Le statut privilégié accordé aux armateurs en est la meilleure illustration.

Les armateurs sont en effet les premiers à tirer parti de cette situation. La loi 89-1967 les déclare exempts

de tous impôts et de toutes taxes « existantes ou qui seraient imposées à l'avenir ». 510 sociétés maritimes ont alors abandonné leurs divers « pavillons de complaisance » pour s'installer sous les ailes protectrices de la mère patrie. Belle occasion en effet pour manifester son patriotisme...

D'autres mesures ont été prises par la suite pour favoriser l'arrivée de capitaux étrangers et parallèlement tout mouvement revendicatif était interdit. Il ne faut pas oublier d'ailleurs, qu'Athènes, capitale hydrocéphale qui concentre le quart de la population grecque, continue à vivre sous la loi martiale.

Les partis politiques représentant la droite traditionnelle et la fraction conservatrice du centre se limitent à une opposition verbale. Les politiciens passent le meilleur de leur temps à implorer les Américains de les sauver de cette expérience désagréable. Et ils les attendent, rêvant de Restauration. Attente qui risque fort de prendre l'allure d'une retraite aussi anticipée que définitive. En effet, plus les anciens partis politiques perdent leur qualité d'interlocuteurs directs avec la bourgeoisie grecque, plus leur influence sur elle diminue. Les affaires ne pouvant être menées à bien qu'avec le gouvernement en place, les centres d'intérêts et d'influences se déplacent. Le processus est lent mais semble irréversible.

Ainsi le meilleur atout dont disposent les partis politiques demeure l'appui de l'Europe des six.

les meilleurs amis de la junte

Les gouvernements européens de la CEE ont gelé le processus d'intégration complète de la Grèce, membre associé à la communauté.

Le changement brutal de la forme du régime politique grec a modifié les données de la concurrence entre l'Europe des six et les Américains, en faveur de ces derniers qui, déjà, détenaient la part du lion. Dès lors la Grèce se transformait en un nouveau « cheval de Troie », expédié par les USA au sein du marché commun. Par contre, seul un gouvernement représentatif et le pluralisme des partis où chacun des rivaux pourrait avoir ses hommes en place, bref seul un régime démocratique, était à même de rétablir le statu quo ante.

Cependant le désir des européens de voir disparaître le régime dictatorial grec et s'atténuer l'omniprésence américaine ne peut s'exprimer que faiblement. L'Europe occidentale n'est-elle pas elle-même tributaire du parapluie militaire américain dans le cadre de l'OTAN ? Aussi les dirigeants européens se bornent-ils pour la Grèce comme pour le Vietnam à des critiques timides. Attitude ambiguë que la France a dépassée pour sa part...

En effet, le gouvernement français sous de Gaulle et — continuité oblige — sous Pompidou, se considère volontiers parmi les meilleurs amis de la junte. Le ton est donné par le secrétaire d'État M. Lipkowski qui, en visite officielle en Grèce en 1972, déclarait que les deux gouvernements se retrouvent unis dans le chemin commun « de la lutte pour l'indépendance nationale », tandis que le très libéral

Edgar Faure, rendant visite aux colonels en 1971, avait préféré passer inaperçu !

Il est vrai que les investissements français, par leur ampleur, arrivent à la deuxième place, juste après les USA. Péchiney dispose d'installations importantes en Grèce, Peugeot prépare la construction d'une usine de pièces détachées, et Dassault a déjà vendu une certaine quantité de tanks et autre matériel de guerre.

Toutefois il s'est heurté aux Américains en ce qui concerne ses Mirage. Ce sont trente Phantoms américains, nouvellement achetés, qui survoleront le ciel grec. Et sur la mer les navires de la VI^e Flotte trouveront des eaux accueillantes : la junte a signé ce mois-ci un accord selon lequel les USA disposent d'une base navale stable et le droit de logement pour dix à quinze mille personnes, membres des familles de militaires américains.

un symbole à abattre

Et de l'autre côté de l'Europe ? Il serait suffisant de rappeler que l'ambassadeur soviétique à Athènes, fort discret par ailleurs, fut le premier de tous ses homologues à être photographié publiquement avec Papadopoulos à l'occasion de l'inauguration d'une centrale électrique construite par l'URSS.

Pourtant, du point de vue économique, l'affaire ne valait pas le déplacement. En effet, c'est Alsthom, société française, qui participe à 53 % à l'électrification du pays. On note toutefois que, depuis, les pays avoisinants socialistes ont établi de bonnes relations avec la dictature grecque sous le drapeau diplomatique de « la non-ingérence dans les affaires intérieures et du bon voisinage, indépendamment des considérations idéologiques et politiques ».

Même l'Albanie est dans la note : Tirana a jugé opportun, l'année dernière, de rompre « un état de guerre » officiel qui durait depuis trente ans...

L'église, enfin, participe au mouvement : Pimene, patriarche de Moscou et de la Sainte Russie, est arrivé en octobre dernier pour rencontrer son frère en orthodoxie Hieronymos, premier prélat de l'Église grecque, nommé par la junte, et contesté violemment par une importante fraction des évêques et du bas clergé.

**

Mais en définitive les prises de positions des gouvernements guidés par l'intérêt d'État ne sont pas les seules à prendre en considération.

La résistance grecque, tout en comptant sur ses propres forces, reconnaît en l'opinion démocratique internationale un allié sûr. Partout dans le monde cette opinion a de plus en plus conscience de la répression à peine déguisée, pratiquée par des régimes dits libéraux. Si la différence entre une dictature à visage découvert et une démocratie à la Marcellin demeure fondamentale, la similitude des méthodes policières n'en est pas moins alarmante.

On ne tue pas seulement dans les usines et les commissariats de police grecs... A ce titre la dictature des colonels est aussi un exemple dangereux, un symbole à abattre.

Stavros SMYRNIOTIS ■

la réunion de la DPN

La Direction Politique Nationale s'est réunie le week-end dernier. L'ensemble des textes votés seront publiés comme nous le faisons d'habitude dans PSU-Information. L'essentiel du travail de la DPN a porté sur le sens de la campagne électorale pour le PSU et sur la construction d'une force politique sur la base du socialisme autogestionnaire. Nous publions ici la résolution politique générale et le texte d'une déclaration adoptée également par le congrès des CIC et le comité directeur de l'AMR. Cette déclaration, nous le rappelons, constitue une étape dans le développement d'un courant politique autogestionnaire et non une formule figée limitée aux organisations signataires.

Il est aujourd'hui possible de balayer l'UDR et ses divers alliés centristes. Il est possible aujourd'hui de chasser un régime qui, depuis 15 ans, a perpétué et accentué l'exploitation des travailleurs dans l'intérêt exclusif des groupes capitalistes. En ce sens, la consultation des 4 et 11 mars peut constituer pour les travailleurs une victoire importante. Le PSU y contribuera de toutes ses forces.

Cette victoire appartiendra à tous ceux, hommes et femmes, qui depuis des années, se battent dans l'entreprise et hors de l'entreprise, dans la ville et les campagnes. Elle appartiendra à ceux qui ont manifesté leur opposition à l'exploitation, à l'oppression capitaliste, et à la pourriture de l'UDR, D'Évian au Joint Français, de Renault aux luttes des paysans bretons et du Larzac, ce sont leurs luttes qui l'auront préparée, surtout depuis Mai 1968. Par-delà l'échéance électorale, elles ouvrent en même temps la voie au socialisme, c'est-à-dire à la prise en main par les masses de leurs propres affaires et à l'autogestion socialiste. Ce mouvement d'unité populaire, que nous devons constamment élargir et consolider, s'illustre chaque jour par des luttes qui s'attaquent à la nature même de la société bourgeoise : luttes contre l'organisation capitaliste du travail par les occupations de locaux, le contrôle des cadences, la contestation du système hiérarchique, mais aussi, dans d'autres domaines, contestation d'un droit qui vise seulement à protéger la propriété, refus de la militarisation, libération de la femme, lutte contre la spéculation immobilière... Elles manifestent le cheminement en profondeur d'une force nouvelle dont la perspective politique ne peut être que la destruction du régime capitaliste et l'édification de la société socialiste.

Ce mouvement populaire ne peut se limiter au simple soutien d'une action gouvernementale, même de gauche. Il doit assurer son autonomie pour que le changement de la société devienne possible.

le point de départ

Pour sa part, le PSU soutiendra au Parlement et dans le pays chacune des propositions qui affaibliront le pouvoir du capital et seront favorables aux travailleurs. Mais il n'entend pas se limiter à une victoire électorale. Cette victoire, au contraire, si elle survenait, pourrait être, non pas un aboutissement, visant l'amélioration du système capitaliste, mais le point de départ d'une transformation politique ouvrant réellement la voie au socialisme.

Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront et ce qu'ils imposeront par leur pression sur un gouvernement de gauche. Cette pression sera nécessai-

re également pour répondre aux éventuelles réactions de la droite battue et aux affrontements que pourront chercher ses hommes de sac et de corde.

Pompidou a laissé prévoir qu'il ne tiendra pas compte d'une victoire de la gauche. Le PSU réaffirme qu'il ne peut être question d'un réel changement politique avec un président de la République qui a largement prouvé qu'il était un serviteur zélé du capitalisme et a affirmé qu'il entendait le rester. C'est une erreur de laisser croire qu'une telle situation soit possible. C'en serait une autre qu'après une victoire des forces de gauche, celles-ci se livrent à la recherche d'un compromis avec un pouvoir désavoué. Les masses populaires sauront dans ce cas imposer par l'action directe si nécessaire le respect de leur volonté. Même si les pièges de la loi électorale ne permettent pas à la volonté populaire de se traduire par une majorité parlementaire de gauche, le mouvement des masses devra imposer ses revendications et ses aspirations, malgré les tentatives de replâtrage du régime.

C'est cette volonté que le PSU s'efforcera d'exprimer au cours de la campagne électorale. Les thèmes centraux de sa campagne sont clairs :

- CONTROLLER AUJOURD'HUI POUR DECIDER DEMAIN ;
- POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS ;
- POUR LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION.

Le PSU entend développer le débat politique avec toutes les organisations du mouvement ouvrier et du courant révolutionnaire, pour préciser la perspective de l'autogestion et construire une force politique révolutionnaire qui l'exprime.

Adopté par 62 voix et 14 abstentions ■

RÉUNION ÉTUDIANTS

Dans le cadre de la reconstruction du Secteur Ecole parisien, une assemblée générale de tous les militants et sympathisants étudiants aura lieu le samedi 17 février à 14 heures rue Borromée.

- Ordre du jour :
- Rapports du P.S.U. avec le M.A.R.C.
 - Problèmes du syndicalisme étudiant.
 - Relations avec l'A.M.R.
 - Election d'une Direction Politique Parisienne Etudiante.
 - Election de trois délégués au Bureau provisoire de la Coordination étudiante nationale.

La présence de tous les étudiants P.S.U. intervenant dans toutes les structures unitaires possibles (Comités de lutte, d'action, M.A.R.C., etc.) est indispensable.

Se procurer la brochure étudiante P.S.U. documentation : MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET UNIVERSITE.

PROJET DE DÉCLARATION COMMUNE AMR - CIC - PSU

Le mouvement de Mai 1968 a fait apparaître la faiblesse du régime, tandis que se manifestait avec vigueur la volonté d'une autre société dans la lutte des Etudiants, des Lycéens, et de l'ensemble des travailleurs.

L'échec politique du mouvement a donné un sursis au pouvoir gaulliste, mais l'impuissance du régime et son pourrissement n'ont fait que s'accroître.

Les luttes ouvrières se durcissent, et le mouvement populaire contre le pouvoir se développe.

Dans ce contexte, l'union des partis de gauche tendant à canaliser ce mouvement autour d'un programme commun de gouvernement qui, de l'avis même de ses promoteurs, ne met pas réellement en cause le régime, peut néanmoins favoriser contre celui-ci une mobilisation populaire, et les militants révolutionnaires doivent tout faire pour que cette mobilisation se réalise.

Encore faut-il que les travailleurs puissent se réunir autour d'un projet révolutionnaire correspondant à leurs luttes et répondant à leurs problèmes. Ce projet doit comporter la transformation de la nature du pouvoir, le changement du système et des conditions de la production, la transformation des rapports sociaux, la prise en charge des décisions économiques et politiques par les travailleurs eux-mêmes, dans leur collectivité de vie et de travail.

Ce projet, c'est celui de l'autogestion socialiste. C'est la voie qui est en train de s'ouvrir sur la base des luttes les plus offensives en Europe occidentale. Déjà des forces syndicales importantes inscrivent leur action dans cette perspective. De nouvelles formes de vie, de travail, d'enseignement, de médecine, etc., naissent ici et là dans une volonté d'autogestion. Cette volonté ne pourra se réaliser que dans la mesure où les conditions politiques se seront créées. L'espérance autogestionnaire ne dispense pas de la nécessité de la prise du pouvoir. L'autogestion ne se réalisera que dans le cadre d'une révolution socialiste.

Le développement d'un courant favorable au socialisme autogestionnaire signifie que les masses populaires prennent conscience du fait qu'il est aujourd'hui possible de se libérer de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, tout en échappant aux formes de gestion bureaucratique de l'économie et de l'Etat, qui caractérisent la plupart des pays où l'essentiel des moyens de production ont été soustraits aux capitalistes sans que les travailleurs eux-mêmes aient conquis la gestion des entreprises et de l'ensemble de la société.

Le socialisme autogestionnaire se présente ainsi comme le seul projet révolutionnaire conséquent, à partir de l'analyse du capitalisme actuel et de l'expérience du mouvement ouvrier international.

Mais ce projet ne peut devenir l'axe du mouvement révolutionnaire que par un travail théorique et politique pris en charge par les révolutionnaires conscients, intervenant dans les luttes et concrétisant à chaque phase de leur développement la perspective de l'autogestion socialiste. C'est la tâche que se fixe le comité permanent de liaison pour l'autogestion socialiste, créé à l'initiative de l'A.M.R., des C.I.C. et du P.S.U. Ce Comité se donne comme objectifs :

1. La clarification théorique des problèmes de l'autogestion socialiste ;
2. La création d'une force politique de type nouveau, regroupant les partisans du socialisme autogestionnaire dans une organisation cohérente avec ses principes ;
3. La création à la base, selon les possibilités concrètes, de comités liaison pour l'autogestion socialiste, qui pourraient contribuer au développement des formes autogestionnaires des luttes sociales (entreprises, habitat, écoles, etc.) et à la campagne pour le regroupement politique des partisans de l'autogestion socialiste.

Le Comité permanent de liaison se propose d'organiser en Avril une rencontre sur le thème : Autogestion socialiste et organisation politique.

Guide des élections

Daniel Duigou

boussole pour jungle électorale

Tema-action 18 F

Manifeste du Parti socialiste unifié

préface de Michel Rocard

vers quelle société ?

Tema-action 10 F

Le gouvernement de la France : de Louis XVI à Pompidou

Pierre Avril

dynamique de l'immobilisme

Tema-action 15 F

Vidéo et société virtuelle

Alfred Willener, Guy Milliard, Alex Ganty

comment l'esprit vient aux images

Tema-communication 19,90 F

Télévision passive - Télévision active

Guy Gauthier, Philippe Pilard

de l'O.R.T.F. à la société câblée

Tema-communication 19,90 F

Information et animation socio-culturelle

Guy Gauthier et collaborateurs

pratique de l'information parallèle

Tema-communication 19,90 F

Pour en savoir davantage

Tema-éditions

4, rue de la Michodière, 75002 PARIS - tél. 742.23.02

le "nouveau-Créteil"

vaste supercherie immobilière



Le présent dossier a été réalisé par les militants de Créteil. Leur ville est depuis 1967 le théâtre d'une gigantesque opération immobilière. Ses acteurs principaux en sont les plus grands groupes financiers et bancaires du moment et leur orchestrateur, le Député-maire Billotte, gaulliste dit de gauche, et membre dirigeant du groupuscule M.S.P. L'insolente suffisance de ce militaire importe moins que la fantastique supercherie dont il est l'instigateur, l'opérateur et l'active superstar.

Le mythe du « Nouveau Créteil » amplifié à grand renfort de publicité dans la presse et à la télévision mérite d'être confronté avec la réalité quotidienne des habitants de la ville. De plus, Créteil est un symbole qui préfigure le cadre et la qualité de la vie, que tend de plus en plus à nous imposer le capitalisme. Cité « modèle et exemplaire », « ville à l'échelle de l'homme », « centre européen de la Santé », la publicité et la propagande officielle s'épuisent par un discours surabondant et mensonger à donner de Créteil des images de nouveau paradis.

« Une ville par et pour les Hommes » explique sérieusement M. Billotte qui ne craint pas d'écrire dans « le Journal du dimanche » du 14 janvier 1973 : « Pour répondre à Mao Tsé Toung et à son homme nouveau, le nôtre sera libre et heureux. » Plus loin, il précise « avoir invité en juin 1972 le Tout Paris en bateau par la Marne à Créteil » et conclut :

« Dès le lendemain, plusieurs grandes banques nous procuraient des crédits très supérieurs à nos besoins. » Nous vous présentons ci-après quelques fragments de la liste des invités de cette croisière miraculeuse, des nouveaux Magellans de l'Urbanisme en quelque sorte, et tous parfaitement désintéressés. Une Ville par et pour les Banques, voilà ce qui ressort de notre analyse.

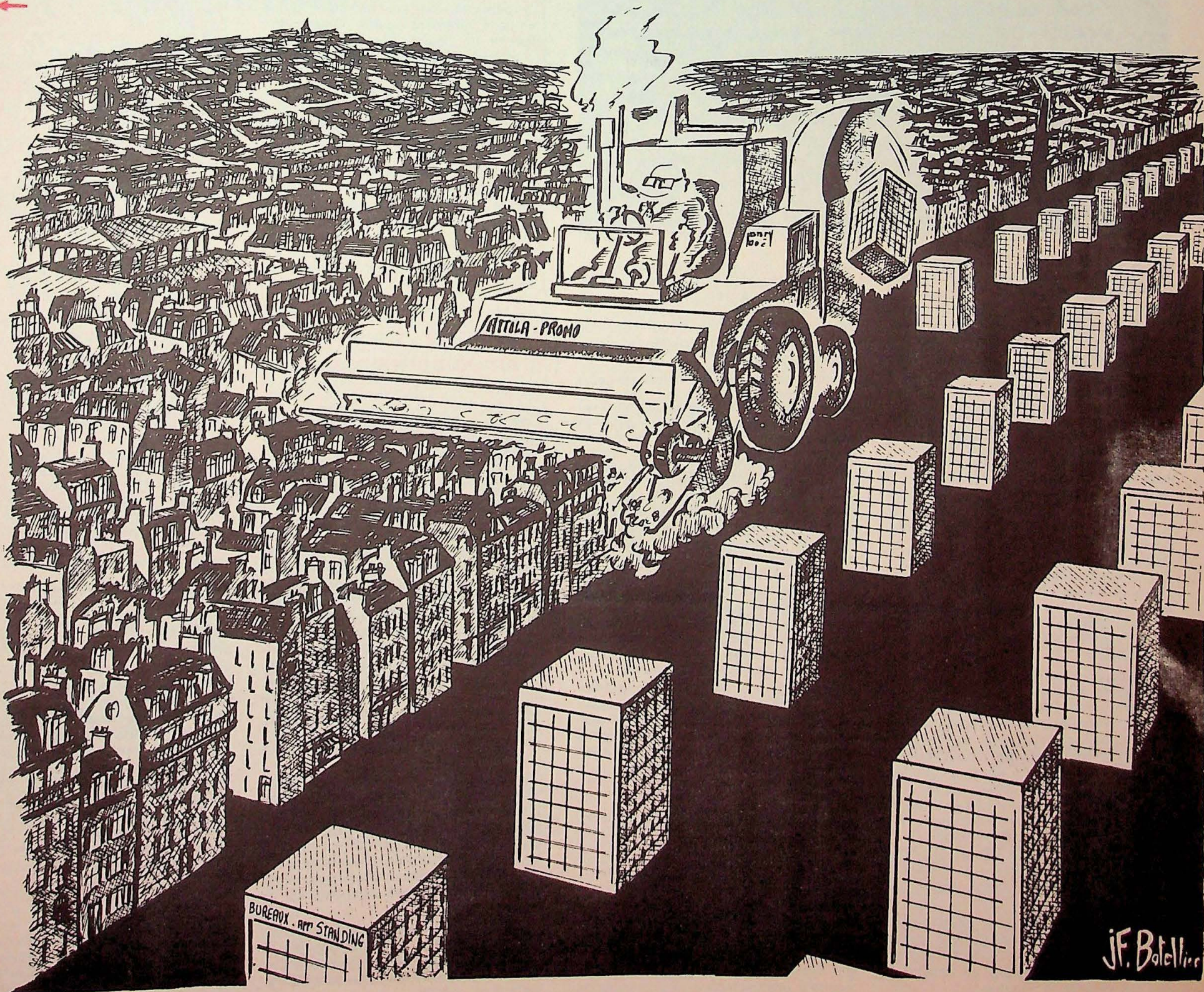
Qu'il s'agisse du logement, des transports, et des équipements collectifs en général, la seule préoccupation des bâtisseurs est la maximisation de leurs profits en rentabilisant des investissements généralement consentis par la Collectivité dans son ensemble par le jeu de

la fiscalité locale. Monsieur Billotte, votre impudence a des limites ! Ce dossier est un début, trop imparfait certes, mais d'autres actions suivront.

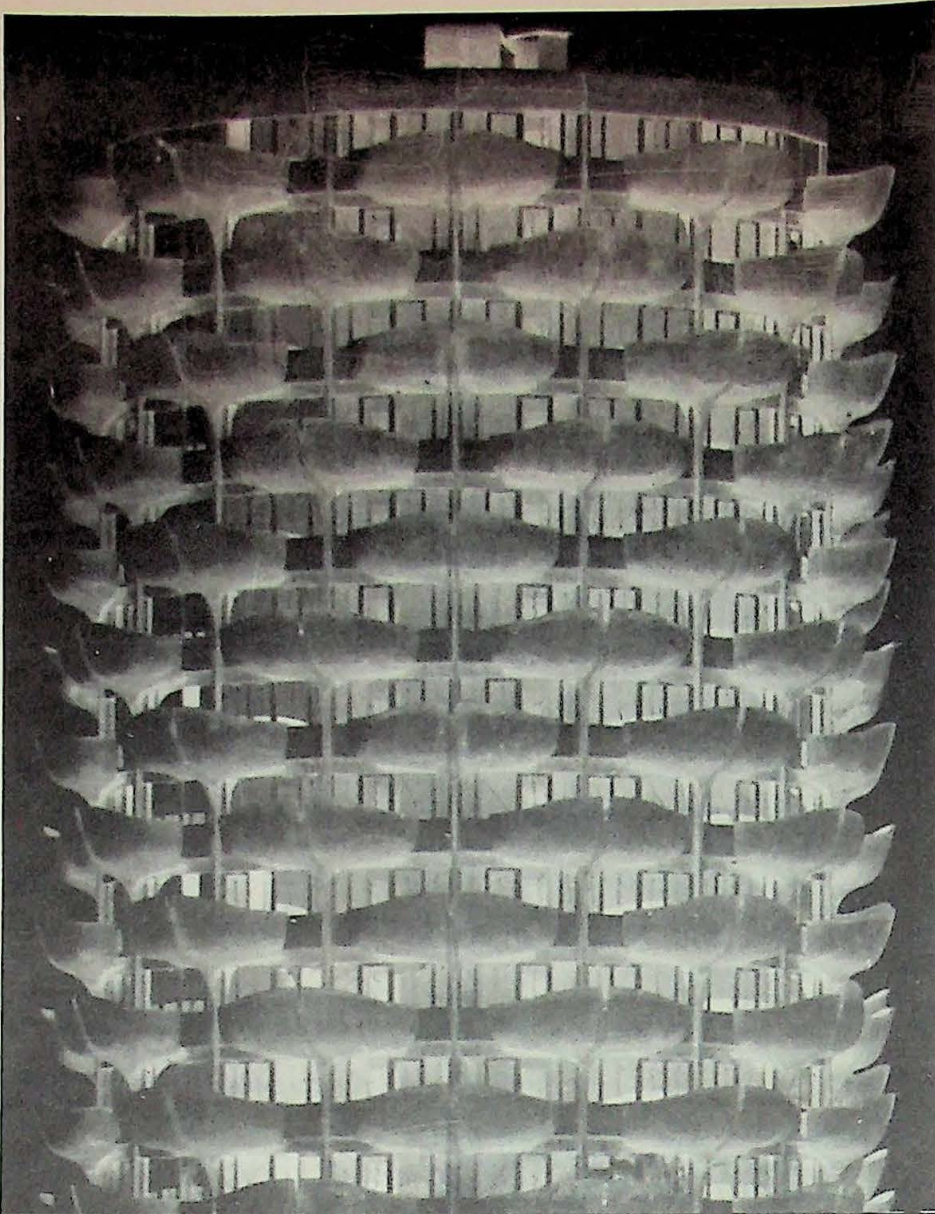
La campagne électorale qui s'ouvre vous obligera à nous répondre, à chiffrer « l'efficacité et la souplesse » de la SEMAEC, à préciser l'origine des fonds qui vous permettent d'organiser des croisières de luxe, et vous autorisent à étaler tant de mensonges sur le monstre qui prend corps à Créteil.

Gilbert ESTEVE ■

(Candidat du PSU dans la
V^e circonscription du Val-de-Marne.)



J.F. Battiloro



La crise du logement sévit toujours dans la France de 1973. Elle frappe près de cinq millions de personnes qui vivent en appartements surpeuplés, dont un million dans des taudis dits « en état de surpeuplement accentué » selon le rapport des mal-logés du VI^e Plan.

Paradoxalement, à Créteil, les chantiers s'étendent chaque jour davantage et les tours y poussent comme des champignons : 700 nouveaux logements dans tel quartier, 1.000 dans tel autre. Et pourtant, nombreuses sont les familles travaillant à Créteil et forcées d'aller se loger ailleurs. Comment expliquer ces départs, alors que M. Billotte déclare que « la concordance est parfaite entre la livraison des logements et le nombre d'emplois créés » (supplément au n° 890 d' « Entreprise ») ?

QUAND un ménage recherche un logement, il prend généralement ce qu'il trouve. A Créteil, il lui arrive de plus en plus de le regretter. C'est que le prix des loyers dans cette ville « faite pour les hommes » est en augmentation constante, une augmentation à l'échelle des banques en quelque sorte.

Ainsi, le F3 proposé par la SEMIC à 365 F par mois en 1969 coûte 540 F en 1972, soit 47 % de plus.

La même SEMIC offre actuellement ses nouveaux F3 au prix de 643 F par mois dans le quartier de la Croix des Mèches. Tous les promoteurs et constructeurs suivent évidemment cette courbe de vérité des prix. Ainsi, la SCIC « harmonise » 1.200 loyers du Mont Mesly (construit depuis plus de 10 ans) en mai 1972, contraignant les locataires à accepter l'augmentation ou à s'expatrier et confirmant la vocation hautement « sociale » de ses réalisations.

Des logements à la pelle, il y en a certes, de très grands, de très chers, de très vides aussi parce que les familles n'ont pas des revenus suffisants pour en supporter les loyers. Il y en a également de moins grands et légèrement moins chers : tout le monde sait, comme l'explique la SEMAEC que les bas salaires sont la cause première du surpeuplement ; les travailleurs n'ont qu'à s'enrichir !

Les promoteurs et la municipalité de Créteil prévoient que la ville comptera 125.000 habitants en 1980. Seront-ils au rendez-vous ?

L'opération en cours est hasardeuse. Ajoutons que la SEMAEC a un statut semblable à celui de la société d'économie mixte responsable de l'incroyable gabegie de la Villette.

En réalité, tout est combiné pour tirer parti de la relative pénurie de logements dans la région parisienne. Il s'agit d'attirer la seule catégorie des familles à revenu élevé qui constitue ce que les économistes appellent la demande solvable.

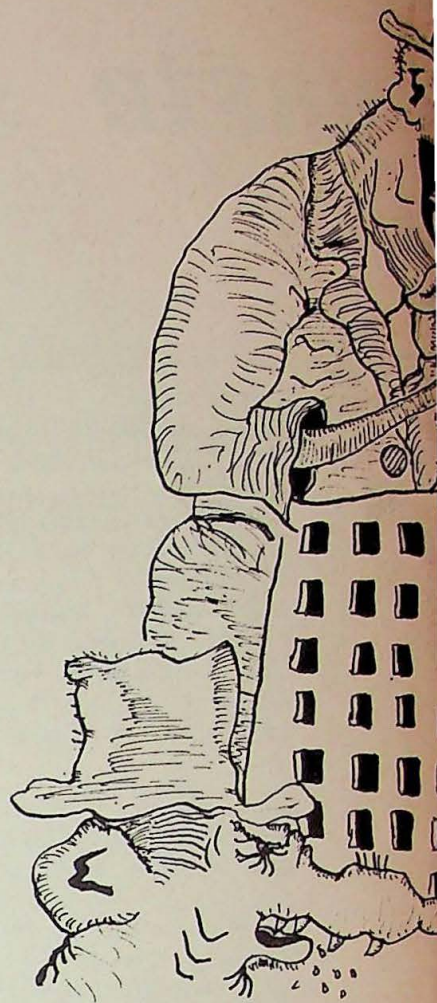
Aussi, les logements construits sont surtout des logements en accession à la propriété : le prix moyen d'un F4 est de 155.000 F et celui d'un F5 190.000 F.

Il paraît hasardeux d'avancer qu'un smicard aura les moyens de s'installer dans cette nouvelle cité du bonheur, alors que les cadres moyens y parviendront à peine en se serrant la ceinture. Créteil sera en 1980 une ville propre selon les affirmations de Billotte. La délinquance, tare des plus déshérités aura quasiment disparu et surtout l'on y « parlera le français ». Pour les réfractaires éventuels sera installé un complexe réseau de surveillance par radars. La révolutionnaire télévision par câble permettra à la municipalité de diffuser la culture qu'elle aura choisie pour ses administrés ; de plus, les caméras installées aux points névralgiques de la ville permettront à la police d'avoir l'œil sur Créteil à toute heure.

l'eldorado des promoteurs

La SEMAEC s'adressant aux chefs d'entreprise pour les inciter à s'implanter dans le centre d'affaires de l'Echat et les zones industrielles, s'évertue à leur expliquer que Créteil, capitale administrative et universitaire,

dossier créteil



est plantée au cœur de la banlieue sud-est, réservoir immense de main-d'œuvre à bon marché.

25.000 emplois nouveaux sont prévus pour 1975 et 50.000 à long terme. Il s'agit pour les trois quarts d'emplois du secteur tertiaire (administration, bureaux, commerce). Le dernier quart est fourni par le secteur industriel qui embauchera deux cadres et deux OP pour six employés et OS ou manœuvres. Plus précisément, il y aura 25 % de cadres, 50 % d'employés de bureau et de commerce (féminins), 10 % d'ouvriers et 15 % de manœuvres. Cette répartition indique clairement les choix effectués par Billotte et ses amis banquiers : faire de Créteil un eldorado pour les promoteurs en drainant une clientèle solvable et en excluant les ménages aux revenus modestes.

La publicité est sur ce sujet d'une duplicité rarement égalée. Créteil doit devenir un pôle économique relativement intéressant à exploiter dans une pure logique de profit.

Ce sera en effet, soit une ville où l'on travaille sans pouvoir y loger, soit une ville où l'on se loge faute d'avoir les moyens de résider à Paris. A cet égard, l'autoroute et le métro ne desserviront qu'une minorité de travailleurs dispersés sur l'échiquier du marché de l'emploi parisien. Ajoutons que le métro sera terminé en 1974... pour permettre le démarrage d'un immense centre commercial et que le prix du ticket sera trois fois celui du billet normal.

promesse d'empoisonnement

Criant sa satisfaction d'avoir fait de Créteil un havre pour les industries « propres », M. Billotte et la SEMAEC lancent un véritable défi à la pollution. Pour apprécier la valeur de ces nobles intentions, il suffit de préciser que le centre de commerce sera au cœur de la ville, flanqué d'un parking de 5.000 à 6.000 places. Ainsi, les Cristoliens auront à enjamber une nuée de voitures pour accéder à la station de métro de la préfecture. Et le métro de l'Echat adossé à l'autoroute concentrera un très important trafic routier sur les artères qui l'irriguent. Ajoutons enfin que le lac dit de plaisance est actuellement le plus important déversoir des eaux usées de Créteil. Dans ces conditions, parler de pollution paraît dérisoire ; il s'agit en réalité d'une véritable promesse d'empoisonnement.

Quant à la nature, toute de béton vêtue et coiffée, elle sera irrémédiablement marquée par l'occupation nouvelle de son espace, par le bruit, la pollution et un environnement minéral dominant défavorable, le tout dans un site exposé climatiquement aux vents dominants et à l'axe industriel de la Seine.

En d'autres termes, le parti urbanistique des Billotte, De Fouchier (de la Compagnie Bancaire) et De Boissesson (de la SEMAEC) est proprement lumineux et génial.

PAR...

UNE SOCIÉTÉ CONÇUE PAR LES BANQUES

Société d'économie mixte où la Collectivité Locale possède nominale la part majeure des actions (51 % du capital). Les actionnaires privés sont : la Compagnie Bancaire (consortium de 12 banques) ; la Caisse des Dépôts et Consignations ; la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ; l'Office Central Interdépartemental du Logement ; la Chambre des Métiers Interdépartementale de Paris ; le Groupement Interprofessionnel des Industries de Maisons-Alfort, Créteil et de la région parisienne.

... ET POUR

UNE SOCIÉTÉ FONCTIONNANT POUR LES BANQUES

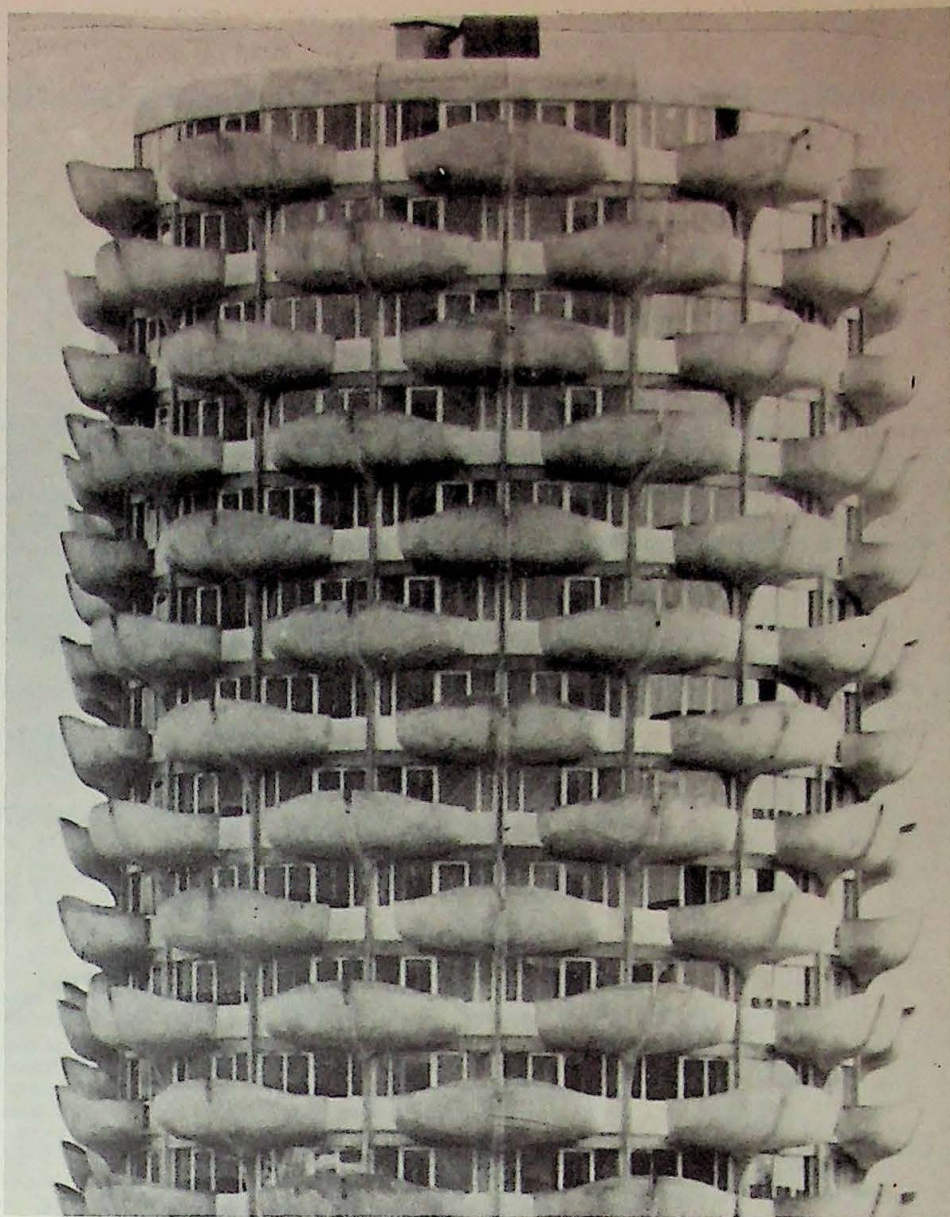
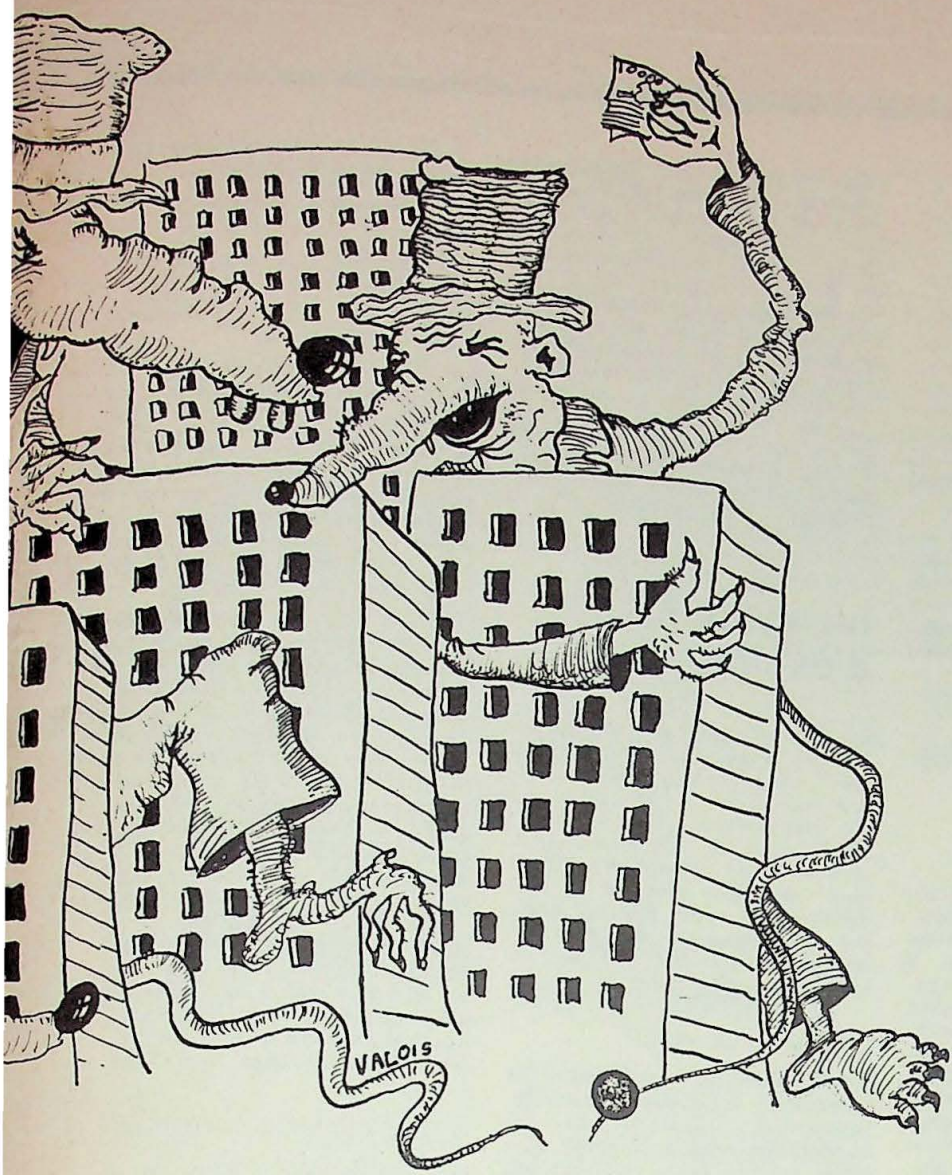
- qui emploie différentes catégories d'équipes de professionnels (architectes, urbanistes, sociologues, technocrates) chargées de penser les problèmes et de pondre des projets rentables ;
- qui n'a jamais associé les principaux intéressés, c'est-à-dire les habitants de la ville à son élaboration.

C'est ce que M. Billotte, dirigeant du M.S.P. (Mouvement pour la Soupe Populaire) appelle la participation...

Comme l'explique Billotte, au nom de tous ces messieurs : « Nous avons beaucoup réfléchi et beaucoup travaillé » (« Journal du Dimanche »).

En définitive, le « Nouveau Créteil » forcera la majorité des travailleurs qui y seront employés à se loger ailleurs et à être des sous-banlieusards. Par ailleurs, la ville nouvelle se présentera comme un surgeon de Paris, auquel elle apportera des services plus sûrs grâce à l'autoroute et au métro. Enfin, Créteil se vend cher, parce qu'il doit permettre d'investir également dans la concentration de commerces pour consommateur-robot et dans les entreprises de loisirs payants.

D'ailleurs, Billotte et sa municipalité n'hésitent pas à se vanter d'avoir utilisé pour la réalisation de leur monstre les procédés des promoteurs privés : ainsi, dans la « Revue de la Construction » du 1^{er} décembre 1972 on peut lire : « Les animateurs de Créteil ont traité l'opération comme



Son Excellence, Son Altesse, MM. les PDG...

CROISIERE SUR LA MARNE ORGANISEE EN JUIN 1972.

FURENT NOTAMMENT INVITEES PAR BILLOTTE LES MODESTES O.P. ET O.S. CI-APRES :

Le Président de la SEMAEC et Mme Pierre Billotte. Le Directeur Général de la SEMAEC et Mme Paul de Boisseson. Mme Hachette. M. Pierre Ledoux, P.D.G. de la B.N.P. M. Jacques Merlin, P.D.G. du Crédit Commercial de France. Jacques Georges-Picot, Président d'honneur de la Cie Financière de Suez et de l'Union Parisienne. Raymond Meynial, Président de la Banque Worms et Cie. Yves Malecot, Président de la Chambre Syndicale des Banques Populaires. Rodolphe Hottinguer, Président de la Société Professionnelle des Banques. M. et Mme Maurice Perouse, P.D.G. de la Caisse des Dépôts. M. Guy Taittinger, P.D.G. du Magasin du Louvre. M. Belin, P.D.G. Régie Autonome

des Transports Parisiens. M. Pierre de Benouville, Député-Maire de Paris. M. Alain Peyrefitte, Député-Maire de Seine-et-Marne. M. Griotteray, Député du Val-de-Marne. Son Excellence l'Ambassadeur de Belgique Robert Rothschild. M. Roger Frey, Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives. M. Jacques Duhamel, Ministre des Affaires Culturelles. M. Léo Hamon et Mme, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. M. Jacques Baumel, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. M. Philippe Dechartre, Secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail. M. et Mme Deniau, Directeur adjoint du Cabinet du Premier ministre. Le ministre et Mme Michel-Maurice Bokanowski. Baronne Alain de Rothschild. Baronne Elie de Rothschild. Baronne de Waldner. M. Christian Chavanon. Son Altesse Royale la Princesse Chantal de France. Baron François-Xavier de Sambucy. M. Leroy, P.D.G. de la S.C.I.C. M. Francis Bouygués P.D.G. de la Stim.

crifiées à une opération immobilière. Mais, ils ont mis en lumière les procédés scandaleux utilisés par M. Billotte pour mettre la main sur des terrains pas chers, puisque appartenant à l'OPHLM (2) de Créteil et qui plus est, occupés par des ouvriers et salariés à la retraite.

Déjà en 1972, les habitants de la cité de transit des Sablières ont osé s'organiser pour lutter contre les menaces d'expulsion qui pesaient sur une trentaine de leurs familles.

Et ils ont réussi, au moins provisoirement parce que ce chancre des Sablières risque fort de déparer le futur centre du nouveau Créteil et il est douteux que M. Billotte ne fasse rien pour tenter d'assainir le secteur.

Déjà en 1971, les habitants du Mont Mesly se sont opposés victorieusement, grâce à l'active intervention de leur conseil de résidents à l'implantation d'une station d'essence à côté de la crèche Amédée Laplace.

Déjà enfin, les habitants de La Habette ont lutté avec ténacité en 1972 contre la scandaleuse augmentation des charges que tenta de leur imposer la SEMIC.

Ces luttes, bien que parcellaires et souvent conduites avec des moyens dérisoires ont au moins montré une chose : la cherté des loyers et des charges, la destruction des espaces verts, la dégradation de l'environnement ne sont pas des données inévitables et intangibles. Il est possible de s'opposer à une telle évolution en s'organisant et en dénonçant les véritables responsables. En d'autres termes, il s'agit simplement de contrôler les décisions que tente de nous imposer le capitalisme dans nos villes, notre vie et nos conditions d'existence pour décider demain de notre avenir et accéder à la liberté. ■

(1) H.I.C. : Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil - St-Maur.

(2) O.P.H.L.M. : Office Public d'Habitation à Loyer Modéré.

le champion, des conditions déplorable d'hébergement des malades dans les hôpitaux Chennevier et CHIC (1) du « Centre Européen de la Santé ».

Nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise de démystification.

Déjà, les habitants de la rue des Mèches se sont élevés dès 1971 contre la destruction de leurs pavillons HLM. Leurs maisons ont été détruites, sa-

le général Dagobert

« Le Général Billotte voulut, un jour, partager pendant 24 heures, la vie d'un Cris-tolien. Ce fut une expérience décisive. » (Supplément au N° 890 d'Entreprise). Aux dernières nouvelles, M. Billotte habite toujours à Neuilly.

« Depuis Charles VI, qui habitait rue des Mèches — et le roi Dagobert — qui a vécu à Mont-Mesly — aucun représentant de l'Etat d'un niveau valable n'avait mis

les pieds à Créteil. » P. Billotte (supplément au N° 890 d'Entreprise). Heureusement que Billotte a bien voulu prendre la digne relève de Dagobert.

« Et aujourd'hui, Créteil est la seule ville du monde où les enfants, dès l'âge de deux ans et demi, vont à l'école maternelle. Ils apprennent à être propres et à parler français. Et ils influencent leurs parents... » P. Billotte (supplément au N° 890 d'Entreprise). Merci, M. Propre !

les nazillons au marché

Déjà le 17 décembre, les nazillons d'Ordre Nouveau étaient venus provoquer les vendeurs de « T.S. » et de « Rouge ». Des commerçants et des militants révolutionnaires les avaient repoussés.

Revenus le 7 janvier, ils avaient été expulsés une nouvelle fois par les militants de la Ligue, de l'O.R.A. et du P.S.U. aidés de commerçants et de christoliens. Dix minutes après, intervention des flics qui embarquaient les diffuseurs de la presse révolutionnaire. Après ces deux incidents, des tracts avaient été distribués pour expliquer ce qu'est le groupuscule « Ordre Nouveau » et les complicités dont il bénéficie auprès de l'U.D.R. et de sa police.

Cette collusion devait être mise en évidence par la suite, le 21 janvier.

— 1^{er} acte, 10 h : les militants du P.S.U. de l'O.R.A., de la Ligue et des vendeurs de « Politique-Hebdo » sont présents. Ils diffusent leurs différents journaux. Nous vendons aussi le Manifeste du P.S.U. A distance, quelques camarades prêts à intervenir en cas de besoin pour assurer la protection des diffuseurs.

2^e acte, 10 h 30 : Les fascistes rôdent ostensiblement autour du marché. Ils sont une quinzaine. Nos camarades du service d'ordre se regroupent et se préparent à défendre la liberté d'expression.

Surgissent alors de plusieurs endroits des cars de flics qui nous encerclent. Une partie des camarades parvient à se fondre parmi la foule du marché. Ceux qui sont casqués sont embarqués. 3^e acte : Le nettoyage terminé arrive une section d'assaut « d'Ordre Nouveau, quarante individus en rang par quatre et marchant au pas, qui quadrille le marché et commence à proposer son torchon, sans succès : à leur apparition, le marché s'est vidé.

Ils resteront sur les lieux un bon quart d'heure, en toute impunité, malgré la présence de quelques policiers en uniforme, et d'un certain nombre de flics en civil.

On peut se poser une question : pour assurer sa réélection, dans les circonstances difficiles que connaît le régime, M. Billotte aurait-il trouvé cette astuce ? Pense-t-il pouvoir se servir des nervis fascistes pour interdire la presse révolutionnaire et se présenter comme le garant de l'ordre public face à « ces fauteurs de troubles de l'extrême-gauche ? »

Qu'il soit assuré du fait que nous ne nous laisserons pas faire. Et que nous défendrons notre liberté d'expression, et la liberté de tous, contre l'alliance gaullo-fasciste.

Section P.S.U. - Créteil ■

une gigantesque entreprise... », et plus loin, Billotte ajoute : « J'ai présenté un projet rentable... et j'ai su me faire entendre. J'étais ministre quand les travaux ont commencé, j'étais proche des autres titulaires de portefeuilles ministériels, j'ai fait leur siège. Mais je suis sans illusion : si je n'avais pas garanti une rentabilité rapide du métro, par exemple, je n'aurais rien obtenu, je ne me serais pas fait écouter. »

Cet aveu est exemplaire : merci mon général d'avoir su expliquer aussi simplement que le capitalisme avait désormais et grâce à vous foi dans le solide béton du nouveau Créteil.

démystification

Ce travail est incomplet. La campagne qui s'ouvre permettra de mettre en lumière d'autres réalités, notamment au sujet des transports collectifs, de la prétendue révolutionnaire télévision par câble, dont Billotte s'est fait

● Fougères : contrôler l'indémodable

Depuis bientôt deux mois 450 ouvriers de la SPLI (Société Parisienne de Lingerie Indémodable) à Fougères mènent une lutte âpre et difficile contre les cadences.

Parti d'une colère le conflit permet chaque jour une prise de conscience plus grande. On en est maintenant à démonter tout le système de l'organisation capitaliste du travail. « Contrôler aujourd'hui », c'est la prétention des ouvrières de Fougères. Le tract qu'elles ont rédigé et diffusé, et que nous publions ici, fait clairement comprendre cela.

Il y a 71 jours, le 9 novembre 1972, une de nos camarades d'atelier est tombée en crise de nerfs... Par solidarité, nous avons cessé le travail et nous avons décidé, en assemblée générale, d'arrêter les cadences et nous refusons, depuis, les contrôles individuels. Chaque jour, nous déchirons nos tickets de rendement individuel.

Ce n'est pas la première fois qu'on emmenait une camarade sur un brancard. Ça ne pouvait plus durer. Nous usons nos santés à gagner de maigres salaires et nous n'en voyons pas la fin. Nous sommes 450, toutes OS de production, et nous n'avons aucun espoir de promotion pour en sortir.

Notre objectif de départ était clair et nous le conservons :

— Suppression du salaire lié aux cadences.

— Salaire mensuel garanti à 1.000 F pour 40 h par semaine. Depuis près de trois mois, la direction a développé toutes sortes de manœuvres pour nous faire céder par l'intimidation ou l'appât du gain !

— Au début, on nous a réduit nos horaires à 32 h. Nous avons manifesté dans la rue contre ce scandale et l'horaire a été rétabli à 40 h.

— Après, la direction a refusé de nous recevoir. Aucun contact n'était possible. La direction s'enfermait à Rennes ou à Paris. Nous sommes allées à Rennes à une centaine d'ouvrières chercher le patron.

— Ensuite, la direction (après un mois et demi d'action) nous a proposé des augmentations de salaires et quelques avantages sociaux. Nous sommes bien d'accord

pour améliorer nos salaires et nous y avons ajouté le paiement du congé-éducation et l'heure d'information syndicale par mois.

— Enfin, la direction nous a envoyé une lettre personnelle à chacune, en nous faisant une savante démonstration pour laquelle nous perdons 130 F par mois, en refusant de revenir à une « situation normale ».

la direction nous trompe

Nous avons réfléchi à tout cela avec notre syndicat. Nous constatons d'abord que la Direction ne tient pas sa parole. En effet, il avait été convenu de se revoir rapidement, quel que soit le résultat du vote du vendredi 12 janvier. Les résultats n'ont pas été favorables à la proposition de la direction (288 voix contre, 31 pour et 21 nulles). Alors, elle fait traîner volontairement la fixation d'une nouvelle réunion. C'est de la provocation face à la dignité de notre action, car nous nous refusons à toute violence. La violence, c'est le patron qui la pratique à travers les cadences et ses manœuvres.

Nous exigeons une rencontre dans les meilleurs délais pour repren-

dre les négociations. Nous espérons que la direction aura le courage de la négociation pour trouver une solution au problème posé. La fuite des responsabilités ne prépare rien de positif. La direction nous trompe en nous faisant croire que nous allons avoir 0,40 F de prime de rendement, pour mieux récupérer l'augmentation des salaires de base. Comme en septembre, où nous avons eu une augmentation de 0,15 F sur les bases et une diminution de la prime de 0,20 F (résultat : — 0,05 F).

un système d'exploitation

La direction dit que nous remettons en cause la production. C'est faux ! nous assurons une production équivalente à celle antérieure aux augmentations des normes. La direction dit que nous remettons en cause l'organisation. C'est faux ! elle peut contrôler la production et il existe tout de même des entreprises qui sont bien gérées, sans avoir des systèmes de salaire au rendement.

LA VERITE, LA VOICI :

Nous payons, par notre travail au rendement, le développement de l'entreprise.

La direction nous a confirmé que, partie de rien, elle n'avait fait aucun apport de capital pour le développement de l'entreprise. La direction a obtenu des prêts du FDES et bénéficié d'avantages importants consentis par les communes de Fougères, Saint-Brice-en-Cogles et Rennes.

— Emprunt pour usine de Fougères : 50 millions d'AF.

— Emprunt pour usine de Saint-Brice : 60 millions d'AF.

— Emprunt pour usine de Rennes : 170 millions d'AF.

Notre travail paye le remboursement des emprunts.

La SPLI fait des placements dans notre travail. La SPLI accumule du capital à partir de notre travail.

Si la direction tient tellement au système de salaire lié aux cadences, c'est son seul moyen de faire le maximum de bénéfices dans le moins de temps possible, et tout cela au détriment de nos santés et de notre vie familiale. Nos nerfs craquent.

Avec ce système, elle essaye de pousser toujours au maximum la production, à la limite des forces humaines. Si nous ne disons rien, les cadences augmentent... Si nous réagissons, la direction réajuste les normes pour désamorcer notre action, comme actuellement... et quand nous sommes revenues à ce qu'elle appelle la « normale », les cadences augmentent à nouveau de mois en mois. C'est toute la technique du système. Il a aussi l'avantage pour la direction de nous diviser entre celles qui ont le bon travail à faire et celles qui ramassent souvent le mauvais. Nous ne pouvons pas être à égalité de chances dans ce système.

IL FAUT CHANGER CE SYSTEME.

Nous avons décidé d'envoyer un témoignage de solidarité à René Vautier, le cinéaste qui fait la grève de la faim pour avoir la liberté de dire par l'image ce qu'est notre exploitation en Bretagne.

Correspondance ■

● Mazamet : les seigneurs de la laine

Mazamet (Tarn) capitale du délainage comptait en 1968 : 27.628 habitants. La population active y est en majorité ouvrière : 11.412 personnes dans la ville ou les environs proches. C'est la petite ou moyenne entreprise qui domine : une cinquantaine de boîtes de délainage et autant dans la mégisserie. On comptait à la même date 6.228 ouvriers (54,6 % de la population active) dont la moitié d'ouvriers spécialisés (25,9 %). Seule entreprise importante, à quelques kilomètres de là, la Mécanique de Précision, emploie une main-d'œuvre en majorité féminine.

La classe ouvrière de Mazamet a toujours été extrêmement exploitée. Les principaux problèmes sont actuellement : le licenciement de travailleurs du délainage par un patronat qui modernise son matériel, et avec la suppression du travail aux pièces, la diminution des salaires. Les problèmes d'hygiène et de sécurité sont également très importants !

Ici l'argent est roi, avec un patronat de droit divin qui règne insolemment et vit à l'écart de la population : club hippique et golf sélect ! Des maisons de 80 mil-

lions d'anciens francs aristocrates à Mazamet par cette aristocratie patronale ne sont pas rares

Une question à poser : Où est passé l'énorme profit fait sur le dos des travailleurs mazamétains ? Certainement pas dans la création d'emplois sur place. Les jeunes formés dans les classes de C.E.T. et du Lycée technique ne trouvent pas d'emploi stable et sont le plus souvent obligés d'aller chercher du travail hors de la région.

La classe ouvrière mazamétaine se bat dans des conditions difficiles (dispersion des entreprises, climat paternaliste, mais le patronat cherche à décapiter les organisations syndicales). On a assisté ces temps derniers à quelques luttes exemplaires ; comme à l'Union-Industrie. Après une semaine de grève les travailleurs de cette boîte ont obtenu satisfaction sur les conditions de travail. Après les élections de Mars, qui verront de toute façon le recul de la majorité, et — nous comptons bien y travailler, la défaite de l'U.D.R. — les conditions de lutte dans les entreprises seront encore meilleures.

Correspondance ■

vailleurs, le C.D.J.A. et le M.O.D. E.F. ont déclenché une action de protestation.

La section de Saintes du P.C.F., dans un communiqué à la presse, ouvre le programme commun à la page convenable et recopie. Elle note surtout « les modes d'actions ne sont pas définis clairement. Des tendances à l'ouverture sont facilement décelables... Ce sera le seul « soutien » du P.C.F. aux paysans en lutte...

De son côté, la section de Saintes du P.S.U., appelle ses militants à l'action et publie un communiqué intitulé « Pour qui la terre ? ». Dans cet article, elle dénonce les mécanismes d'accaparement des terres et précise le sens du combat des paysans-travailleurs.

Le samedi 10 janvier, à Thénac, 300 agriculteurs se sont réunis

pour une manifestation. Les militants du P.S.U. sont nombreux et les sympathisants également.

Devant le refus du Maire de céder une partie de sa terre exploitable pour qu'elle soit répartie entre les jeunes agriculteurs les plus défavorisés, quatre tracteurs entrent symboliquement dans un champ du maire pour y exprimer la révolte des paysans. L'action continue et nos camarades la soutiennent, non en vue d'une quelconque récupération politique, mais pour affirmer leur solidarité avec les paysans-travailleurs.

Correspondance. ■

● Renault : avant les élections lâcher le plus possible...

C'est une tradition : tout ce qui se passe chez Renault a une importance nationale. Et dans la métallurgie, la Régie tient le rôle de leader. Il faut se souvenir de cela pour juger de l'importance du récent accord d'entreprise qui vient d'être signé chez Renault.

Il révèle deux attitudes. L'une émane directement du pouvoir : il faut empêcher que naisse un mouvement de la classe ouvrière à quelques semaines des élections. Et c'est important de jouer cela chez Renault où les mouvements ont été nombreux depuis 1968, leur succès n'a pas toujours été évident, il convient d'empêcher l'éclatement d'une colère accumulée.

L'autre attitude se révèle par patronat interposé, mais se rapporte sûrement aussi aux élections : il convient de lâcher le plus possible pour ménager l'avenir. Et il est intéressant de constater que l'accord Renault s'appuie sur les retraites, les salaires, la réduction du temps de travail. Trois points mis en avant à la fois par l'UDR et par le programme commun.

Que les syndicats aient signé cet accord est une chose. Qu'il y ait eu véritable discussion entre ceux-ci et la direction en est une autre. C'est en effet la direction, en déterminant la masse salariale qu'elle était disposée à ventiler, qui a contraint les syndicats à accepter. C'est ce qui arrive quand il n'y a pas de mobilisation des travailleurs. Sur deux points les organisations syndicales ont dû absorber des pilules amères. Sur la retraite à 62 ans, seuls auront droit les travailleurs qui auront fait une demande de reconnaissance d'incapacité à la Sécurité sociale. La Régie va donc encourager son personnel à faire cette demande de manière à faire payer la Sécurité sociale. On voit où conduit cette mesure dans la mesure où elle s'élargit à d'autres entreprises.

Sur la réduction du temps de travail des équipes en 2 x 8 heures, les syndicats demandaient 40 h comprenant le temps du repas payé. L'accord prévoit 42 h 30. C'est une défaite.

rien n'est réglé

Si quelques améliorations sont obtenues, aucune revendication importante n'est satisfaite. La direction de Renault refuse obstinément les

faire le point

Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature avait mis en cause la protection quasi exclusive du droit de propriété par la justice telle qu'on la rend. Mais ce n'est probablement pas à cet esprit qu'ont obéi les magistrats du Tribunal de Grande Instance en renvoyant dos à dos « Hachette » et « Politique-Hebdo » sous le prétexte — tenez-vous bien — que c'est le rôle de tout journaliste de « faire le point » sur l'événement et que les deux hebdoma-

dares pouvaient garder ce titre sans concurrence abusive...

Dans un communiqué, l'équipe P.H. fait justement remarquer que bien des titres pourraient être ainsi redistribués : La Presse, le Journal, la Gazette, l'Observateur, etc. Nous en prenons bonne note, au cas où T.S. viendrait à changer de titre. Une réserve toutefois : qui songerait à utiliser « La Nation » — au risque de tomber au-dessous des vingt mille lecteurs ?

Bien sûr, P.H. a fait appel. ■

augmentations non hiérarchisées. Le statut unique, la grille unique restent des objectifs très lointains. Rien n'est modifié sur la condition générale des OS pas plus que le système de classification, les cotations de poste, les promotions, les sanctions, les licenciements.

Nous dans ces conditions on peut donc se demander quel intérêt avaient les syndicats à signer un accord qui ne règle rien et qui de plus peut donner des arguments au gouvernement et au patronat, qui veulent faire croire qu'une collaboration de classe est possible chez Renault, et pourquoi pas ailleurs ? C'est tout le piège de la politique contractuelle.

Certes, de nombreux militants CFDT sont réticents à cette politique contractuelle. Mais ils estiment que dans l'état actuel de leur syndicat chez Renault, un refus de leur part ne serait pas compris. L'argument est ambigu compte tenu que les responsables CFDT n'ignorent pas que toute négociation à froid, qui n'est pas la conclusion d'une lutte réelle, présente un caractère de démobilisation des travailleurs.

On peut donc se demander où conduiront les négociations qui se dérouleront en février sur les classifications. Pour l'instant, elles semblent devoir s'ouvrir dans les mêmes conditions que les dernières. Reste à savoir si, d'ici là, les travailleurs de la Régie ne décerneront pas que le terrain de la trêve sociale sur lequel on veut les entraîner est piégé ? Si oui, on aura une « chouette » campagne électorale chez Renault.

Correspondance ■

● Saintes : lutte contre le cumul

A Thénac, près de Saintes (17) un problème de cumul des terres vient d'être révélé. Le maire de la commune dispose de plus de 300 hectares (dont une partie fournie par le camp militaire de Saintes-Paran). Le Mouvement des Paysans-Tra-

● Limoges : solidarité Larzac

La marche sur Paris des paysans du Larzac a été un net succès tout au long du parcours (« TS » 562). Partout les tracteurs et leurs passagers ont reçu l'accueil et le soutien de milliers de sympathisants, organisés ou non. Nous aimerions recevoir des échos un peu détaillés de ces manifestations diverses : il faut continuer à parler du Larzac, jusqu'à l'abandon du projet Debré. Nous évoquons ici le passage à Limoges.

A l'initiative du comité d'action Larzac de Limoges, regroupant des militants du PSU, de Lutte Occitane, d'un groupe non-violent, du groupe d'Action Lycéen, une semaine d'action a été organisée, avec la distribution de 8.000 tracts, le collage de 400 affiches et plusieurs prises de paroles publiques. La semaine s'est terminée par une manifestation le samedi 13 janvier, regroupant 3 à 400 personnes. Il convient de noter que pour la première fois à Limoges depuis 1968, des centaines de personnes ont manifesté dans la rue en l'absence du PCF. La manifestation drapeaux rouges et occitans, slogans contre « L'Armée du capital », pour « La terre aux paysans » fut riche en couleur et enthousiasman. A chaque arrêt, une troupe de théâtre amateur jouait une pièce où les paysans du Larzac, aidés par la participation de la population, s'opposaient à l'armée bourgeoise, à Debré, et à l'administration.

« Nous garderons le Larzac » : ce slogan répété des dizaines et des dizaines de fois, montre qu'à Limoges, la solidarité avec les paysans du Larzac est profondément ressentie.

NOUS RESTONS MOBILISES. - NOUS GARDERONS LE LARZAC ! -

Correspondance ■

● Pyrénées-Orientales : Debré croque tout

Les agriculteurs du Larzac viennent à peine de descendre de tracteur qu'une nouvelle spoliation de terres éclate dans les Pyrénées-Orientales. Dans ce département, où il y a quelques mois l'armée a décidé d'occuper la forêt de Barès (plus de 600 hectares), pour l'entraînement de commandos de montagne (1) ; une lettre ouverte dans le journal local vient de faire connaître à tous « un nouveau scandale » : l'armée qui possède à Rivesaltes un camp militaire, quasi inoccupé depuis la fin de la guerre d'Algérie accepterait, en vue de la réalisation d'une zone industrielle, de céder 245 hectares de ce camp contre... 2.200 hectares appartenant à 7 autres communes des Pyrénées-Orientales, plus de 1.300 hectares situés dans le département de l'Aude.

Le préfet a émis un arrêté, avec enquête préalable, en vue de faire acquérir par le département ces terrains, puis de les céder à l'armée. La lettre ouverte (écrite par un maire, style défense des intérêts locaux) proteste et déclare notamment : « Il est particulièrement scandaleux que l'armée, premier propriétaire foncier de

France, dont le domaine s'étend sur 260.000 ha — soit la superficie d'un département français — songe à l'agrandir, au préjudice des communes et des particuliers ». Elle invite en outre la population à signer un texte refusant ce marchandage.

Correspondance ■

(1) TS a déjà parlé de cette affaire qui menace des éleveurs de bétail utilisant depuis des centaines d'années les « pasquiers royaux » — pâturages dont 17 communes des Pyrénées-Orientales bénéficieraient collectivement et gratuitement. 14 de ces 17 communes ont porté le problème devant le tribunal administratif de Montpellier. On attend le jugement. La Fédération PSU des Pyrénées-Orientales va établir une enquête sur cette extension de camp militaire. A suivre.

● Sedan : le dernier rempart

Depuis plusieurs mois, neuf jeunes ardennais sont inculpés pour activités antimilitaristes (« TS » n° 562). Deux comités de soutien fonctionnent à Sedan et Charleville : un rapport de force favorable a été ainsi créé, c'est pourquoi le pouvoir fait reculer le procès de semaine en semaine (les élections ne sont pas loin !).

Pour soutenir financièrement les inculpés, une organisation amie « Le Léopard Rouge » (association d'action culturelle déclarée selon la loi de 1901) avait décidé d'organiser un bal populaire le samedi 20 janvier. Après maintes recherches, une salle fut trouvée dans un village voisin de Sedan : Wadelincourt. Coup de théâtre : le vendredi 19 au soir, le maire prend un arrêté municipal interdisant le bal !

Dès la semaine dernière, les affiches apposées chez les commerçants ont été retirées par la police elle-même, et ceci sans ordre écrit.

Puis les événements se précipitent : on apprend qu'un télégramme du général Catroux est parvenu aux autorités (préfet, sous-préfet et maire) leur demandant de tenir compte des autorités militaires pour empêcher la tenue d'un bal susceptible de « troubler l'ordre public et de porter atteinte au moral des troupes ».

Pour couronner le tout, dans la soirée du vendredi, un tract anonyme est largement distribué dans Sedan : c'est un véritable appel à la violence intitulé « Halte aux nerfs de la bourgeoisie ». Il s'agit bien sûr, pour ses auteurs, de semer le doute en faisant croire que cet appel émane du Comité de soutien.

Le télégramme du général et le tract anonyme (que la police a aussitôt porté au vieux maire de Wadelincourt !) sans oublier les coups de téléphone de la Préfecture, ont amené comme prévu le maire tremblant à prendre son arrêté d'interdiction.

Police, armée et C.F.T. ont réussi leur coup... pas tout à fait peut-être, puisque le Comité a déjoué la provocation.

LES REACTIONS

Une plainte contre X est déposée par l'Association « Le Léopard Rouge » pour préjudice moral.

Une plainte contre X est portée aussi par le Maire de Sedan (PS) autonome, pour appel à la violence sur la voie publique.

Conférence de presse du Comité de Soutien pour préciser le déroulement des faits.

Enfin, même le P.C. et le P.S. sont intervenus par un communiqué soulignant l'atteinte à la liber-

té de réunion... faute de programme commun, bien sûr !

Cette affaire montre une fois de plus que l'armée constitue le dernier rempart de la bourgeoisie qui ne tolère en aucun cas que l'on y touche publiquement. Une fois de plus aussi, la collusion entre l'extrême-droite et le pouvoir est évidente.

Enfin, c'est une provocation qui en annonce d'autres : la bourgeoisie aux abois ne recule devant aucune méthode.

Correspondance ■

● M. le Président, je vous fais une lettre...

— « Vous avez fui, c'est un acte grave... »

— « C'est aussi un acte gai, où l'on découvre son pouvoir de fuite. »

Après avoir lu un placard dans « le Monde » qui offrait des postes d'enseignants, dans le cadre du service militaire, aux titulaires de diplômes universitaires, je fis la demande de ce statut privilégié. Elle fut acceptée.

Après un mois de classes, je partis pour Rochefort, avec la fonction d'enseignant de lettres au service de l'escadron de perfectionnement : une classe d'élèves sous-officiers (24-25 ans) pour la plupart engagés dans l'optique d'acquiescer un métier et leurs galons de sergent et d'adjudant ; une classe de « cadres de maîtrise », stage d'une durée d'une semaine pour officiers venus de diverses bases françaises. Stages purement formels, seul importe le déplacement administratif.

Mon rôle était de les « initier » à la dissertation française. Je réalisais vite la manipulation : l'Administration nous « conseillait » trois sujets d'exercice : la délinquance juvénile, la télévision, la publicité envahissante.

Chaque sujet était l'objet d'un dossier, préparé par le capitaine du service, où figuraient le plan et quelques paragraphes entièrement rédigés. Le tout tamponné à chaque page par un sceau administratif à deux signatures (avec la formule « vu le ... »). Ma fonction était en fait de servir de bretelle de transmission entre le capitaine et « ses » militaires du cadre de maîtrise, en servant de caution universitaire.

Après une semaine de dictée de ces plans et de ces paragraphes, venait l'examen, dont nous choisissions le thème parmi les trois proposés et « étudiés ». « L'élève » n'avait plus qu'à recopier ce qu'on lui avait dicté... Les notes étaient lues en présence du capitaine : cercle bouclé. Il ne restait plus qu'à recommencer le même circuit avec d'autres stagiaires. Certains appelés ont ainsi annoncé, semaine après semaine, pendant un an...

Moi, je suis parti. Parce que je refusais cette utilisation qu'on voulait faire de moi. Parce que je refusais la répression — dont on pourrait donner mille exemples. Parce qu'enfin l'institution militaire m'est apparue comme une forme d'internement, d'emprisonnement. Cet emprisonnement a sa faiblesse : à la différence d'une vraie prison, on peut facilement s'en échapper. Il suffit de le décider.

X... déserteur ■

● Nantes : grève au CEMJ

Le CEMJ (Centre d'Education des Monitrices de la Jeunesse) à Nantes, assure la formation d'éducateurs pour handicapés et inadaptés. Il y a cette année quelques deux cents stagiaires, dont vingt Africains et vingt venant des DOM-TOM.

Au mois d'octobre dernier un programme pédagogique est accepté par les stagiaires de première année. Mais rapidement la répression s'abat par le biais du règlement intérieur draconien : carnet de pointage, éviction des stagiaires « encombrants », licenciement d'un animateur.

A la rentrée de janvier les étudiants se mettent en grève. Quelques jours plus tard les CRS investissent les locaux, expulsent les Françaises et séquestrent (tiens, tiens) les Africains. On est là. Sauf que du côté des grévistes on s'organise pour populariser cette grève. Un meeting a réuni 1.000 personnes le 18 janvier et 1.500 autres pour une manifestation.

Des stagiaires en grève, c'est comme tout le monde, ça parle, ça réfléchit et ça s'aperçoit d'un tas de choses. Par exemple, que leur boulot auprès des inadaptés sert surtout à former une main-d'œuvre docile et pas chère pour l'industrie et l'agriculture. On est bien loin de la révolte contre un règlement intérieur. Mais c'est peut-être pour ça que ce mouvement est populaire.

Correspondance ■

Comité de Soutien aux Grévistes du CEMS, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, 44100 NANTES, C.C.P. 2937-23 Nantes, Mme EYSSALET.



● Bordeaux : Onze OS licenciées

Un fait presque unique vient de se produire dans une entreprise de Pessac, dans la banlieue bordelaise après une longue grève menée par des femmes OS : 11 grévistes ont été licenciées.

● L'ENTREPRISE : Tekelec Airtron, entreprise de matériel électronique qui a installé son service de production à Bordeaux il y a un an environ, le service d'étude et le siège social restant à Paris. A Bordeaux, l'effectif de l'entreprise est de 160, dont 120 productifs, pour la plupart des femmes OS.

● LA GREVE : Depuis 6 mois, une section CFDT se constituait lentement à Tekelec. Devant les refus successifs du patron, elle lançait, le 3 novembre, un ordre de grève sur les revendications suivantes :

— Salaire 1.000 F nets sur la base de 40 h ;

— Reconnaissance des droits syndicaux ;

— Augmentation uniforme des salaires de 150 F, de l'OS à l'ingénieur.

Cette grève, qui a mobilisé un moment les trois quarts des OS, est apparemment un échec. Après 39 jours de grève, les grévistes ont dû reprendre le travail sans que l'essentiel de leurs revendications ait été accepté.

● LA REPRESSION : Dès ce moment-là, la répression s'abattait dans l'entreprise, en dépit des discours rassurants du patron au moment de Noël. Intimidations, menaces, convocations au bureau se multiplient. Successivement, onze grévistes ont été licenciées pour des motifs divers.

● UN ECHEC ? : Certes, la grève n'a pas abouti à une victoire. Récemment lancées dans la bagarre syndicale, les ouvrières ont fait l'expérience d'un relatif échec. Il est pourtant symptomatique qu'à

Bordeaux, ville dont l'industrie traditionnelle s'éteint, où les combats ouvriers prennent souvent des allures d'arrière-garde, où les travailleurs ont, hélas ! à se battre plus contre des fermetures d'usines que pour des mots d'ordre de contrôle ouvrier, des femmes, OS, aient mené ce combat.

● POUR UNE MOBILISATION POPULAIRE : Mais il semble bien qu'ici le patronat ait été trop loin. Onze grévistes licenciées pour fait de grève, c'est un bien grand risque peu avant l'ouverture de la campagne électorale dans une municipalité qui n'est UDR que de bien fraîche date...

Il faut que le scandale éclate, et il ne peut éclater que par l'élargissement de l'action menée jusqu'ici, par la création d'un comité de soutien et par une large mobilisation populaire qui puisse faire reculer le patronat et transformer par là-même le relatif échec de la grève en une victoire de la classe ouvrière.

Correspondance ■

● la grève des profs de gym

Comme dans le « social » ça piétine dans le sport, pourrait dire Comité, tel Peyrefitte !

Il nous faut des médailles, des records olympiques... mais les derniers « J.O. » n'ont pas donné les résultats souhaités ! Le palmarès était faible !

On parle beaucoup de sports dans les municipalités, on distribue des subventions, on construit des pistes en plastique (que seuls les professionnels pourront utiliser), des gymnases et autres complexes de prestige.

L'intérêt principal du sport scolaire ne doit pas être la découverte des futurs champions, mais le développement physique de tous les enfants. Pour cela, c'est une autre histoire. Les caisses sont vides pour payer des moniteurs.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Comité, vient de décider la suppression des trois heures consacrées aux Associations Sportives. Ce sont justement ces « A.S. » qui offrent à tous les enfants une possibilité de pratique sportive, dans un cadre démocratique, avec leurs professeurs. Ces rencontres sportives avaient lieu le mercredi après-midi et étaient consacrées à l'entraînement des scolaires et aux matches entre écoles. Le ministre décide de les remplacer par 3 heures de cours, ceci en heures supplémentaires (au lieu de 20 heures dans lesquelles sont incluses les 3 heures d'A.S., il n'y aura plus que 17 heures payées, les 3 heures pouvant être effectives ou non, selon la bonne volonté des moniteurs.

Cette récupération de 3 heures par enseignement permettra de faire l'économie de 2.000 créations de postes ! De plus, les enfants qui désirent une activité sportive, devront aller dans des « Centres d'Animation Sportive » financés par les municipalités. C'est encore une fois un transfert de charges de l'Etat sur les collectivités locales.

Les enseignants d'éducation physique ont décidé de ne plus jouer et de se mettre en grève le mardi 23 janvier avec succès, puisque plus de 90 % ont suivi l'appel de leurs syndicats (SNEP - SNEPS - SNAES - SGEN-CFDT).

Les enseignants militant au SGEN — contrairement à la FEN, qui ne vise qu'au maintien de ce qui existe dans le domaine du sport scolaire — veulent aller plus loin. Ils dénoncent l'actuelle organisation du sport scolaire qui ne vise qu'à la sélection sportive. Ils proposent :

« une autonomie des associations sportives regroupées par secteurs géographiques. Ces associations d'établissement autogérant en fonction des désirs de leurs élèves et des moyens matériels mis à leur disposition, les activités particulières de leur secteur ».

F. Claire.

Ferniot, encore un effort !



JEAN FERNIOT : Porte-parole du régime.

TOUT cela sent décidément sa fin de règne. Pour qu'à l'approche d'une échéance électorale où tout est pourtant loin d'être décidé, chacun y aille de son pavé dans les vitrines de la majorité, il faut vraiment que tous ces familiers du régime le sentent vaciller. Et le pamphlet de Jean Ferniot, *Ça suffit !* (1), n'est pas des moindres. S'il dénonce le « milieu politique » qui « maquereaute » les allées du pouvoir (« Homme public ne doit pas être le féminin de femme publique », dit-il en citant Pierre-Henri Teitgen), ce n'est pas pour autant le nième livre de l'hiver consacré aux scandales ou à quelque affaire ténébreuse.

Etat » en détiennent — de droit ou de fait — la réalité. Et Jean Ferniot — en qui survit peut-être encore la flamme du journaliste de *Franc-Tireur* — pose de vraies questions : « Parce que le « Tout-Etat » se méfie, parce qu'il nous considère comme des sous-développés qu'il importe de laisser dans leur sous-développement de peur qu'informés, nous ne prétendions exercer le droit que le régime démocratique nous reconnaît théoriquement : décider ». Et plus loin encore, il parle de l'avènement indispensable d'une « démocratie totale » qui nécessite le « contrôle, non pas sous la forme, héritée du XIX^e siècle également, de l'interpellation, mais

gauche celle de la droite, c'était que la gauche et la droite faisaient somme toute la même politique... » Il s'en prend à la gauche parlementaire et à ces hommes, qui à la veille d'élections, « accordent la qualité d'anciens combattants à ceux qui pendant quelques mois, en Algérie, occupèrent leur temps à bâiller dans un bureau ou à électrocuter les couilles des bécots. » Sa Majesté et son opposition sont de la même cour : on accorde autant d'importance au week-end passé par M^{lle} Pompidou à Cajarç qu'aux trois jours de vacances de François Mitterrand dans les Landes. De toute façon, davantage qu'à la grève des Bretons du Joint Français...

C'est lui qui le dit...

« Nous, journalistes (je ne m'oublie pas), n'entretenons, dans la plupart des cas, l'opinion — mis à part, pour la distraction du grand nombre, ce qui ne gêne personne, les faits divers, les spectacles, les sports — que des ronds de jambes des ministres, des coups de gueule des chefs syndicalistes, des austères rapports des hauts fonctionnaires, des prouesses des grands patrons de la médecine ou de la physique, des balades des diplomates ou des réalisations spectaculaires des industriels. C'est-à-dire des activités du Tout-Etat. Il faut appartenir à ce monde-là, à ce microcosme de quelques milliers de Français pour figurer parmi les vedettes. Les cinquante millions d'autres n'ont droit à rien. Si, cependant : quand ils sont les héros d'un fait divers, la célébrité des papiers, ou quand ils hurlent (toujours collectivement, anonymement, d'ailleurs). Longtemps. Il faut bien compter cinq semaines de grève au « Joint Français » de Saint-Brieuc, aux « Nouvelles Galeries » de Thionville, à l'usine Renault du Mans ou aux Potasses d'Alsace pour que les dispensateurs de l'information trouvent qu'il y a là matière à informer. »

Jean FERNIOT, « Ça suffit », Ed. Grasset, p. 37.

Ce que Ferniot met en cause, à travers le « Tout-Etat » — comme on parle du « Tout-Paris » — c'est un système de gouvernement, c'est l'ensemble de l'organisation politique de notre société.

Ce « Tout-Etat », c'est le petit groupe d'hommes politiques, de banquiers, d'industriels, d'hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires, de magistrats, de journalistes, de vedettes du spectacle, qui ont en commun un langage, une formation, une classe ; tout cela, ils l'imposent à cinquante millions d'êtres qui ne sont rien au regard du pouvoir alors que les 3.000 ou quelques personnes qui appartiennent à ce « Tout-

sous la forme de l'enquête. Celle-ci a sur celle-là l'immense avantage de ne point viser que le gouvernement, mais d'atteindre le « Tout-Etat. »

contre la gauche officielle

Décider, contrôler... Jean Ferniot aurait-il de meilleures lectures qu'on ne le supposait ? Il ne compte pas sur l'opposition officielle pour transformer cet état de choses : « Nous avons fini par comprendre que si la droite paraissait faire la politique de la gauche et la

ni gauchiste, ni fasciste...

C'était une publicité de RTL, il y a trois ou quatre ans ; une photo de l'Elysée, encore dans la nuit du petit matin, une seule fenêtre allumée au premier étage : « 8 h 15. « Il » écoute Jean Ferniot ». Chroniqueur du régime, familier du « Tout-Etat », leur complice en bien des choses, Ferniot aurait-il trouvé son chemin de Damas ? Suppliant ses lecteurs de croire qu'il n'est « ni gauchiste, ni fasciste », il se déclare attaché à la « société libérale ». Il s'imagine que le « Tout-Etat » se laissera déposséder de son pouvoir sans résistance, sans mot dire, peut-être même qu'il se laissera « réformer »... Lui pourtant qui décrit en mai 68 : « Le désir des Français de s'occuper enfin de leurs affaires et de congédier pour quelques jours ceux qui les négligent ou qui les trompent ». Négliger, tromper ? Mentir, exploiter. Pour quelques jours ? Pour toujours.

Allons, Ferniot, encore un effort. Ça y est presque ! J.-F. M. ■

(1) Jean Ferniot, « Ça suffit ! », Grasset édit., 124 p., 12 F. (Sur commande à la librairie de TS.)

« Kidnapping » à Schirmeck

La nouvelle a fait les gros titres ! Deux patrons « enlevés » par leurs ouvriers et détenus dans un lieu secret... De quoi faire trembler sur ses bases tout le CNPF réuni. Non seulement ils occupent, non seulement ils « séquestrent », mais voilà maintenant qu'ils « kidnappent » ! Ces ouvriers, vraiment, ne respectent plus rien !

Il faut dire que les patrons en question — l'histoire se passe dans le Bas-Rhin — ne respectent pas grand-chose non plus, et en tout cas ne se soucient guère du droit au travail. 146 licenciés à l'usine Jeudy, à Schirmeck, 70 licenciements prévus chez Steinlein Dielerlin : une fois de plus la vallée de La Bruche est touchée par des mesures de licenciements collectifs. Mais les travailleurs de la vallée ne sont pas décidés à se laisser jeter à la rue. Une tradition de lutte existe dans la vallée depuis la grève des usines Jeudy en décembre 69.

Dès l'annonce des licenciements, mercredi 24, les 650 travailleurs se mettent en grève. A 10 h, deux patrons sont séquestrés, puis emmenés dans une cabane de bûcheron. Ils seront délivrés trois heures plus tard par les gendarmes.

Aussitôt 300 travailleurs se rendent à la gendarmerie et bloquent la circulation. Jeudi, un cortège de 150 voitures se rend à la sous-préfecture, protégée par les gardes-mobiles. La colère monte. On verra même un policier menacer les grévistes de son revolver !

Après la sous-préfecture, direction : le député U.D.R. du coin, qui déclare, superbe : « de toutes façons, je serai réélu ». On saura lui rappeler, à l'occasion...

Vendredi, les grévistes se rendent à Strasbourg, et bloquent le pont de l'Europe.

Ce qui est remarquable, dès le début de la lutte, c'est la détermination des travailleurs, et le soutien qu'ils reçoivent de la population.

La campagne législative de notre camarade Boehm, candidat P.S.U., qui travaille dans la boîte, sera l'occasion pour nous de démontrer quelles et notre conception de la bataille électorale : appuyée sur les luttes des travailleurs.

Correspondance ■

Nice : le procureur au secours des inculpés

COMME nous l'avons mentionné la semaine dernière dans « 7 jours dans TS », à la suite des manifestations anti-impérialistes qui se sont déroulées à Nice le 20 janvier dernier comme un peu partout en France, Yvan Craipeau, membre de la DPN et cinq de ses camarades — dont P. Bernard, candidat du Parti à Cannes-Antibes — ont été inculpés et jugés en flagrant délit le 26 janvier, après deux jours passés dans les cellules glaciales de la prison de Nice.

A l'audience, le réquisitoire du procureur fut pour le moins inattendu. Il s'agissait d'un procès politique, déclara-t-il, — la présence de nombreux sympathisants... et des RG dans la salle suffisait à le montrer —, les inculpés n'avaient fait qu'utiliser un droit imprescriptible, celui de manifester, qu'une décision policière ou administrative ne peut restreindre. La police ne pouvait interdire la manifestation que si elle menaçait l'ordre public ce qui, toujours selon le procureur, n'était pas le cas. Les policiers se regardaient et disaient entre eux : « C'est nous qui sommes au banc des accusés ».

M^e Julet, l'avocat à la défense, se trouva — une fois n'est pas coutume — d'accord avec le ministère public. Jugement mis en délibéré jusqu'au 24 février. Les magistrats ont à coup sûr besoin de peser les termes d'un jugement qui peut faire jurisprudence...

Second procès, celui de cinq personnes interpellées dans un minime meeting appelé pour protester contre les agissements des bandes fascistes d'Ordre Nouveau, avec la complicité du maire de Nice, Jacques Médecin. Le principal inculpé, Philippe Tordjman, responsable de la Ligue communiste, s'éleva violemment contre les exactions dont il a été lui-même victime « en tant que communiste et en tant que juif ». L'avocat, M^e Randon, n'eut pas de mal à démontrer les contradictions des policiers qui témoignaient pour l'accusation, mais dont un seul avait vu « des manifestants au loin avec des armes ». Le procureur maintint ses conclusions précédentes, demandant toutefois une condamnation de principe à cause des fameuses « armes »... Là aussi mise en délibéré. Deux procès significatifs : les policiers comprendront peut-être que leur arbitraire a des limites...

Correspondance ■

Bon Marché :

« WILLOT, SI TU CONTINUES... »

« Willot si tu continues, le personnel te bottera les fesses ». Vendredi 26 matin, les travailleurs du « Bon Marché » se retrouvent devant le magasin vide et aux lumières éteintes. Après avoir voté la grève, parcouru le magasin à la barbe des flics de la direction, ils sont allés poser leurs propres questions à la direction. C'est un affrontement sans précédent depuis mai 68, qui les oppose aux frères Willot-Dalton qui ont entrepris de licencier 376 travailleurs, essentiellement des services d'informatique et du technique. Avec dans la foulée, six délégués syndicaux...

Le groupe P.S.U. du Bon Marché s'est attaché, d'une part à mettre en valeur la nécessité d'A.G. du personnel pour prendre les décisions importantes dans la lutte contre Willot, d'autre part à étendre la solidarité aux autres groupes P.S.U. du VI^e arrondissement, aux autres grands magasins (notamment la Belle Jardinière) et aux clients.

Le groupe a également pris contact avec la Fédération du Nord pour qu'elle intervienne sur l'ensemble du trust (Groupe Agache-Willot). Une attitude payante : samedi 27, c'étaient les travailleurs des piquets de grève eux-mêmes qui distribuaient aux clients les tracts du P.S.U.

Groupe P.S.U. Bon Marché, 6^e section, Paris ■

Paris (XIV) : SAC inculpé

Des diffuseurs de l'Huma-Dimanche agressés comme de vulgaires gauchistes : les nervis qui font la tournée des marchés du 14^e arrondissement ne font pas le détail.

Carrefour Alésia, rue Daguerre, marché Plaisance — où un vendeur de Lutte Ouvrière a été blessé — rue du Château — où une permanence du PCF a été incendiée — les agressions fascistes se multiplient. La police ? Elle vient aimablement prévenir les diffuseurs rue Daguerre « d'avoir à se garder » ; et une fois les ratonneurs passés, les « gardiens de la paix » viennent constater les dégâts et ajouter : « on vous avait prévenus »...

Déjà trois hommes du SAC ont été inculpés au titre de la loi anticasseurs : M. Claudius-Petit — candidat de la majorité — se fait de la publicité gratuite...

VIENT DE PARAITRE

critique socialiste

N° 11 - Spécial Bretagne

- I. — De la révolte paysanne à la prise de conscience nationale (Serge MALLET)
La guerre du lait (section PSU de Brest)
Les conflits dans l'industrie (Jacques GALAUP)
- II. — Bretagne et autogestion (Jean BARS)
La question nationale bretonne (Claude MILLOUR)
Déposition au procès du FLB (Guy CARO)
Histoire de la Bretagne indépendante (Alain GUILLERM)
- III. — La langue bretonne (Yves PERSON)
La chanson bretonne (Louis-Jean CALVET)
Cinéma et révolution (Pierre GUILLO)
Code paysan des bonnets rouges (document)

Le numéro : 96 pages : 6 F (5 F l'exemplaire à partir de 5).
Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C. n° 1970628 Paris.

● Nancy : la 2 cv contre la Rolls

Ça commence à arriver, les comptes rendus de la campagne électorale. Doucement, mais ça vient. Cette semaine, F. Borella présente la situation politique locale et le plan de campagne du PSU pour la région de Nancy et Pierre Josselin raconte comment, à l'occasion d'une réunion, militants et sympathisants du PSU ont confronté leurs problèmes et décider de les affronter ensemble. Car c'est d'abord ça, la campagne du PSU, telle qu'on la bat : montrer ce que signifie le socialisme d'autogestion, et en premier lieu dans des cas concrets. Cette campagne est aussi la vôtre - celle des 230 et quelques candidats du Parti : alors, à vos plumes.

DANS la grande agglomération de Nancy, la bataille électorale fait rage depuis plusieurs mois. Grandes manœuvres et petites astuces, tractations subtiles et oukases des états-majors parisiens : de quoi réjouir les connaisseurs.

Trois circonscriptions — habilement découpées pour neutraliser les zones ouvrières et les grands ensembles, dangereux parce qu'imprévisibles —, 25 à 30 candidats annoncés ! La majorité sortante n'y tente point d'élections « primaires », comme elle dit... Mais des déchirements internes, des rivalités ; les sortants dévalués aux yeux de Paris, mais pas aux leurs, y affronteront les nouveaux investis. Le Mouvement réformateur en pleine crise se divise entre partisans de l'efficacité dopée et fidèles de la démocratie chrétienne. L'équipe municipale de Nancy, associant socialistes, centristes de toutes nuances, droite moderne et ancienne, éclate dans toutes les directions. Le parti communiste est évidemment présent partout. Les mouvements trotskystes parachutent de Paris quelques candidats. Ajoutons-y les inévitables fantaisistes.

record de mise à pied

Que pouvait faire le PSU face à cette situation ? Deux choses : d'abord présenter des candidats connus parce qu'ayant animé des luttes dans les

usines, les quartiers, les organisations de masse. Ensuite prendre vigoureusement l'offensive sur les thèmes propres du Parti dans une région où le PSU est manifestement plus fort et mieux implanté que le socialisme ancien ou rénové.

La désignation des candidats et des suppléants correspond au visage du parti et à son implantation dans la région : un enseignant (F. Borella), une animatrice d'éducation populaire (M.-C. Vayssade), un ingénieur (Michel Boutonnet), deux O.S. l'un travaillant dans la sidérurgie (Jean Leblanc), l'autre dans une usine de bois bakérisé où se trouve notre plus forte section d'entreprise (Yvon Payeur), un agent ouvrier de la SNCF (Marcel Ganzelin). Ces militants n'ont pas à faire d'effort de « notoriété » ; Jean Leblanc dans une entreprise de plus de 3 500 travailleurs est un redoutable militant ouvrier ; Marcel Ganzelin détient probablement le record de mises à pied par le patronat (19 fois licencié !) et anime avec Yvon Payeur et Jean Leblanc le secteur entreprise PSU sur l'agglomération de Nancy.

Mais conduire une campagne électorale sur Nancy aujourd'hui est une rude tâche. Le rouleau compresseur des candidats de la majorité et de la réforme est en route et consomme allégrement les millions : envois de plusieurs lettres et de photos familiales dédicacées à tous les électeurs (sous pli personnel à 50 centimes !), location de tous les panneaux commerciaux et affichage massif, luxueuses réceptions offertes à qui accepte,



MARIE-CLAUDE VAYSSADE.

permanences coûteuses, sondages répétés et secrets, équipes salariées de propagandistes, médecin et masseur personnel de tel candidat (mais oui !) et... n'oublions pas, achat de la campagne électorale à la filiale d'une grande société française de marketing.

Oui, c'est cela aujourd'hui en France « le libre choix de l'électeur, seul en face de sa conscience ». Inutile de vouloir se battre sur ce terrain : on ne rattrape pas en 2 CV une Rolls-Royce ou une Lamborghini...

la conscience de classe

Reste un seul moyen : agir à partir de la conscience de classe et de la solidarité ouvrière et populaire contre le capitalisme et ses représentants. Cela ne peut se faire par des paroles en l'air mais par un intense travail d'explication et de propositions à partir des situations concrètes et des luttes menées.

Trois étapes dans ce travail. La première était d'explication du rôle et de la place du socialisme autogestionnaire à nos propres militants et sympathisants par de nombreuses petites réunions. Elle s'est achevée par le grand meeting public tenu à Nancy le 18 janvier dans la plus grande salle de la ville — un beau succès : 1 800 personnes présentes — et par la journée de formation du 21 janvier pour tous les militants de la campagne.

Deuxième étape : toucher les milieux populaires et ouvriers là où ils travaillent et vivent. Ce sont les réunions par entreprises, par quartiers, par milieux professionnels et d'activités extra-professionnelles (jeunes, femmes, culture, sports, etc.). Elle s'achèvera le 18 février et comporte de nombreuses petites réunions et prises de parole. Troisième étape enfin, qui se déroulera les quinze derniers jours : réunions publiques où sont conviés tous les électeurs et où sont traités dans leur ensemble les problèmes et propositions du socialisme d'autogestion dans la situation politique actuel-

● Côtes-du-Nord l'avenir de Tréguier

TRÉGUIER, 12 janvier. Avec les adhérents et les sympathisants, avec les candidats du PSU (Pierre Josselin et Pierre Lintanf), débat sur les problèmes de la ville et de toute la région tréguoise : un pays qui se meurt, où les emplois disparaissent. Que va devenir la région ? Quel avenir est offert aux jeunes ? Tréguier, c'est aussi le tourisme — mais trois mois par an... — et son lycée. Mais le lycée est à son tour menacé : aucun investissement sérieux depuis longtemps et des perspectives de départ qui se précisent. Les notables locaux ? Ils « interviennent », ils « motionnent » activent à Paris le député Bourdellès — le même qui, par ses manœuvres a empêché la venue à Tréguier de l'usine Eurocables en 1970...

Rien n'est fait pour mobiliser la population. Par ailleurs, on peut douter de la volonté de la majorité « indépendante » du conseil municipal de défendre le lycée public alors qu'elle a outrageusement subventionné, dans le primaire et le secondaire, les écoles confessionnelles !

A l'issue du débat, militants et sympathisants du PSU ont décidé de mettre en place un groupe de réflexion et d'information. Pour que les travailleurs puissent prendre en mains leurs propres problèmes et, comme dit le PSU, contrôler aujourd'hui...

Pierre JOSSELIN
et les sections PSU du
Trégor-Goëlo.

le ; dans le même temps, et là où la seconde étape a été fructueuse, diffusion au porte-à-porte du matériel écrit du parti (dépliant sur le manifeste, numéro spécial de « T.S. », etc.).

Un gros travail. Mais l'enjeu est de taille : à Nancy, les militants du PSU ont une grosse responsabilité à porter.

François BORELLA ■

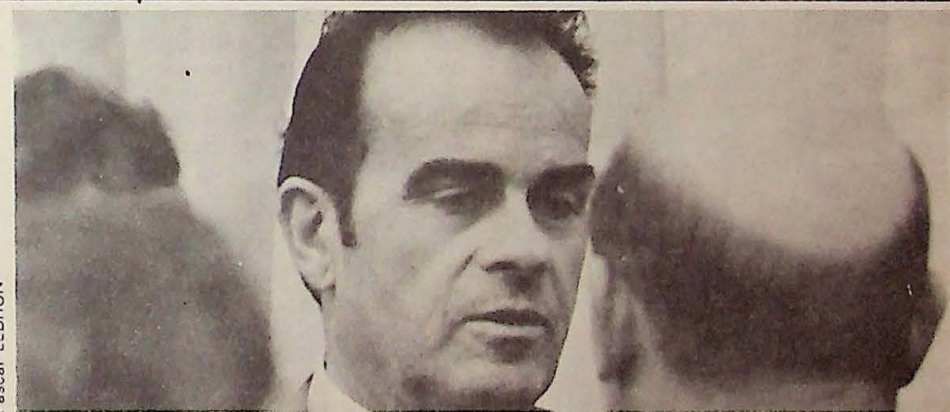
Réponse à "France Nouvelle" CHOISIR

LA même semaine, nous avons entendu Georges Marchais, à l'issue de la réunion du Comité central du PCF, déclarer : « Voter communiste, c'est la meilleure manière d'assurer le succès du programme commun », et nous avons lu dans « France Nouvelle » un article qui appelle le PSU à « trouver sa place au sein du mouvement d'union populaire autour du programme commun ». La coïncidence est malheureuse : s'agit-il de demander au PSU d'assurer la victoire des candidats communistes (ainsi l'AJS demande que l'on vote pour le PCF ou le PS dès le premier tour), voudrait-on qu'il s'insère dans le prochain gouvernement de gauche ? Espère-t-on le digérer ? L'écraser ? Le rejeter ?

Ce n'est pas sans amusement que nous lisons sous la plume de Jacques de Bonis que le PSU « tente de freiner le mouvement d'union populaire ». Quand on pense à la grève de Michelin, au Larzac et à bien d'autres conflits, la question du freinage

apparaît, en effet, mais on pourrait la poser à certains militants du PCF ! Nous sommes — pas seuls bien sûr — au cœur de la mobilisation populaire, dans les luttes les plus actives ; nous avons toujours recherché l'unité la plus large, sur des bases de classe et de masse : la pratique des comités de soutien, pour appuyer l'action des travailleurs, sous leur responsabilité, en est le meilleur exemple. Il faut beaucoup d'aveuglement et de fanatisme pour ne pas le reconnaître.

A moins que l'on confonde l'union populaire et l'accord PC-PS. Ce serait grave, car on l'oublie trop, il ne s'agit pas d'un accord politique mais d'un contrat de gouvernement. Si hors de ce gouvernement, il n'est pas de salut, l'avenir devient très inquiétant et la lutte révolutionnaire risque de sombrer avec la liberté. On nous dit qu'il n'en est rien et nous sommes prêts à le croire. Chaque parti conserve son propre programme ; il est seulement prêt à gouverner avec l'autre sur une base



GEORGES MARCHAIS : Ouvrir ou fermer la porte.

définie d'avance. Certains radicaux se sont joints à cette coalition pré-gouvernementale, après discussion. Il est étrange que, par un curieux raccourci, on ne parle plus que de « programme commun » et qu'on oublie qu'il est « de gouvernement ». Pour le PSU, c'est essentiel : s'il s'agissait d'un débat politique, pour aboutir à une position commune, nous serions très heureux de rencontrer PC ou PS pour leur demander si la voie du socialisme autogestionnaire peut être ouverte ou non ensemble. Mais s'il s'agit de préparer une équipe gouvernementale de Rocard à Maurice Faure, nous disons que ce n'est pas sérieux. Le PSU ne cherche pas un strapontin à Matignon, il cherche à créer les conditions d'une mobilisation populaire pour un autre type de pouvoir qui rendra

irréversibles d'abord la victoire de la gauche, puis la marche vers le socialisme. Telle est notre « originalité ». Elle exclut... notre adhésion au « programme commun de gouvernement » (même si certaines mesures envisagées paraissent positives), elle situe notre place dans le mouvement d'unité populaire, elle guide notre combat au premier tour des élections.

La nécessité première, celle de vaincre les hommes de Pompidou, nous entraîne à énoncer le principe d'un désistement de classe au 2^e tour. Cette nécessité nous rapproche du PCF ou du PS. En empêchant un tel rapprochement, le PCF ou le PS prendraient une lourde responsabilité : celle de n'avoir pas tout fait pour la défaite du régime.

Robert CHAPUIS ■

la fuite des capitaux

*“ appuyé sur les forces populaires
un gouvernement ne serait pas*



Les capitaux contre la Gauche.

« Avec quel argent ? » Quand la gauche parle de ses projets sociaux, cette question revient sans cesse. Les travailleurs savent que les possédants, eux, votent d'abord avec leur fric. Du cartel des gauches en 1924 aux difficultés du régime chilien, la gauche au pouvoir s'est avérée incapable de maîtriser le problème de la fuite des capitaux. Ni le programme commun, ni la récente conférence de presse de Fabre, Marchais et Mitterrand ne semblent montrer que de grands progrès aient été accomplis en ce domaine. Ici encore, seul l'appui populaire peut rendre efficaces les solutions techniques ; encore faut-il que celles-ci existent. Michel Rocard fait ici des propositions qui sont autant de contributions de notre parti à la lutte de toutes les forces socialistes contre le capitalisme et son pouvoir.

J.G. ■

T.S. : Le capitalisme jouera-t-il le jeu en cas de victoire de la gauche ? N'est-ce pas son intérêt de laisser la gauche s'enfermer dans la gestion du système plutôt que la provoquer par une lutte au couteau ?

M.R. : Pour que l'on puisse répondre à cette question, il faudrait d'abord que le capitalisme soit relativement homogène ou à tout le moins capable d'une stratégie commune. Or, il en est bien loin. Il faut distinguer profondément dans le cas de la France plusieurs types de structures ou plusieurs niveaux d'organisation économique correspondant chacun à des intérêts, mais aussi à des mentalités.

Il y a tout d'abord l'ensemble des intérêts liés au grand capital international et plus précisément aux sociétés multinationales. Qu'il s'agisse d'IBM, Westinghouse, Philips, Nestlé, de General Electric, de Ford ou parfois même de groupes français commençant à atteindre cette ampleur mondiale, sinon cette taille, comme l'Air Liquide, Rhône Poulenc ou même Renault, on se trouve en présence de firmes à stratégie mondiale, habituées à ce qu'on appelle le risque politique, assez puissantes en général pour savoir négocier les transitions et minimiser la casse.

De la part de telles firmes, il est vraisemblable qu'aucune fermeture massive ne sera décidée à court terme, qu'on retardera un peu les dossiers des nouveaux investissements en France en attendant de voir comment les choses tournent et que pendant quelque temps, on abritera prudemment les fonds libres des sociétés à l'étranger plutôt qu'en France. Cette mouvance ne dépassera pas en intensité ce qu'a subi le gaullisme sur ce point dans la courte période où il essayait sérieusement de diminuer l'ampleur des investissements américains en France.

Le deuxième bloc : le capitalisme français moderne et puissamment lié à l'Etat. Il s'agit ici des groupes pétroliers publics ou liés à l'Etat (Antar, Elf, Total), de l'électronique, d'une partie de l'industrie nucléaire, de Dassault, de certaines grandes entreprises de bâtiment et travaux publics et en général

de tout ce qui en France compte l'Etat soit comme actionnaire, soit comme principal client, soit comme interlocuteur obligé.

Ces groupes n'ont pas de reconversion possible. Certains constitueront des armes économiques importantes entre les mains d'un gouvernement qui voudrait s'en servir sous la seule condition qu'il assure véritablement son contrôle sur leurs décisions essentielles et qu'il sache éviter en même temps de les paralyser au jour le jour de manière tâtilonne dans leur gestion.

Enfin, le troisième bloc est énorme : c'est l'agriculture traditionnelle, c'est l'essentiel du commerce, c'est la petite entreprise, la moyenne entreprise, c'est même la grande entreprise ancienne, souvent sous forte influence familiale, mais dépassée et en difficultés financières. L'attitude constante de ce capitalisme-là par rapport à l'Etat, c'est celle de la mendicité.

Il ne peut pas se passer de protection fiscale, de l'aide à l'investissement privé, de l'appui de l'Etat sous bien des formes. Jouer le jeu du sabotage économique peut dans ce secteur coûter beaucoup plus cher que cela n'a de chance d'en rapporter ou qu'il n'y a même de capitaux à sauver.

une guérilla économique

Au milieu de tout cela, se situent naturellement les banques qui ont entrepris depuis quelques années un contrôle plus actif de certaines affaires industrielles, mais qui ne peuvent pas vraiment avoir de stratégie différente de celle des intérêts industriels auxquels elles sont liées. Il est donc hors de doute que l'essentiel du capitalisme français aura, vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de gauche une attitude de refus, de critique, voire même de sabotage économique, mais sans avoir toujours les moyens de rendre cette offensive dangereuse.

Ceux qui en auraient les moyens, le capitalisme relevant des grands groupes internationaux, sont aussi ceux qui savent le mieux faire la part du feu et s'accommoder de situations nationales bien distinctes.

Le plus probable me semble donc une manière de guérilla économique, longue et difficile, sourde, dans laquelle il faudra aux forces socialistes une très grande fermeté en matière de stratégie économique et une très grande habileté dans la gestion quotidienne, notamment monétaire. Il n'est malheureusement pas sûr que ces conditions soient réunies. Mais je ne crois pas en revanche à la guerre ouverte, immédiate, au blocus international, à l'arrêt délibéré de la production. De là à dire qu'il serait de l'intérêt du capitalisme de laisser la gauche s'enfermer dans la gestion, je ne crois pas non plus que la formule soit exacte sans prêter au capitalisme une lucidité et une capacité de stratégie à long terme qui n'ont jamais été sa caractéristique. Le capitalisme reste naturellement le régime de la recherche du profit maximum à court terme.

T.S. : S'il y a une fuite massive des capitaux, le contrôle des changes est-il une solution possible et efficace eu égard à la position de la France dans le Marché commun ?

M.R. : Mieux vaut le savoir : il y aura une fuite massive des capitaux. Qu'on ne s'en affole pas, bien des pays s'en sont remis. Pour fixer les ordres de grandeur, retenons par exemple qu'un des mouvements de capitaux les plus massifs que la France ait connus, est celui qu'a subi le Général de Gaulle en novembre 68 quand il s'est mis à parler de participation, en laissant croire qu'il voulait vraiment confier des brèves de pouvoir à des représentants des travailleurs. Le mouvement a été d'une ampleur extraordinaire : trois ou quatre milliards de dollars en quelques semaines. Difficile d'imaginer pire.

La France n'en a pas été mise à genoux pour autant. De manière beaucoup plus étonnante, un pays infiniment plus fragile financièrement que la France, à savoir le Chili, a résisté à une fuite de capitaux et à un blocus international d'une ampleur que nous ne pouvons pas connaître. Au contraire, pendant les quatre années de Présidence d'Eduardo Frei, le produit national brut au Chili a augmenté de 3 à 3,5 % par an en moyenne, tandis que depuis l'accession au pouvoir d'Allende, et de l'Unité populaire, la croissance moyenne est de 7 % dont 9 % la première année.

Ces quelques remarques sont faites seulement pour situer les ordres de grandeur, et en finir avec l'espèce de panique que ressentent bien des militants du mouvement ouvrier devant l'inquiétude monétaire, parce qu'ils découvrent là un domaine tout à fait essentiel que les forces de gauche ont peu l'habitude de traiter correctement. Mais, revenons sur le fond pour examiner les moyens de lutte. Quand les milieux d'argent de lutte, dans un pouvoir politique, commencent une méfiance devant la monnaie. Nous ne l'éviterons donc pas. Comment se traduit-elle ?

Ce que l'on appelle le mur d'argent, c'est-à-dire, le blocage que les milieux financiers opposent à une politique de transformation sociale, comporte deux catégories d'éléments :

es démuni

— La première catégorie concerne ce qui affaiblit la position financière d'un pays en cause dans ses relations avec l'étranger (fuite des capitaux notamment) ;

— La deuxième catégorie d'éléments concerne la vie économique intérieure et l'éventuel aspect économique et financier d'une expérience socialiste sur le plan international.

quatre risques

La mise en cause de l'équilibre des paiements extérieurs et de la situation financière du pays par rapport à l'étranger se fait sous quatre formes : 1° Fuite des capitaux dits « flottants » : il s'agit là de masses d'argent liquide, en billets ou en dépôts bancaires qui ne sont pas directement insérées dans un circuit productif, n'appartiennent donc pas à des trésoreries d'entreprises, mais à des notaires, à des spéculateurs, à des banques ou font partie de fortunes privées françaises ou étrangères. Ces capitaux se déplacent rapidement d'un pays à l'autre, en fonction des variations relatives du taux d'intérêt et de ce qu'ils appellent « le risque politique ». J'ai depuis longtemps une position à cet égard, position extrêmement ferme : ces capitaux doivent partir, il faut savoir l'annoncer à l'avance. Il n'est pas possible de gérer une économie sous la menace permanente de capitaux restant sur le territoire, mais échappant à tout contrôle et dont la présence exerce une manière de chantage du type « si vous voulez que nos capitaux continuent à alimenter votre trésorerie en devises, alors ne nationalisez pas, ne poussez pas à des hausses de salaires, et surtout n'établissez pas de contrôle ouvrier sur les décisions économiques ». Il est donc souhaitable que ces capitaux partent et le plus tôt sera le mieux. Mais un tel mouvement, bien qu'on n'ait jamais pu chiffrer exactement ne représentera guère plus de 10 à 15 % de ce qu'on peut appeler globalement la fuite des capitaux.

2° : le tourisme. 11 millions de Français vont passer leurs vacances à l'étranger. La plupart appartiennent aux couches populaires du pays. Ils partent avec des sommes d'argent peu élevées. Mais 11 millions de personnes chaque année, cela fait au total des sommes considérables. Or, le plus souvent, les voyageurs pour l'étranger mettent un soin très vigilant à se renseigner sur l'intérêt qu'il y a à changer leurs francs contre des monnaies étrangères plutôt en France avant le départ ou plutôt dans le pays d'accueil à l'arrivée, plutôt dans les bureaux de change officiels ou plutôt au marché noir. Cela signifie en clair que chacun d'entre nous spéculait contre la plus faible des deux monnaies, le franc ou celle du pays qu'il va visiter. Pour mettre fin à un tel comportement, il faut d'abord lancer une gigantesque campagne d'explication visant d'une part à éviter toute diminution du mouvement de touristes étrangers vers la France et d'autre part

à convaincre les Français partant à l'étranger de l'enjeu de la situation nationale et de leur comportement. Pour la première année, on sera probablement obligé — comme la France l'a d'ailleurs déjà fait pendant de nombreuses années depuis la Libération — de limiter le montant d'argent que chacun peut exporter, et de faire aux frontières un contrôle assez rigoureux. Si la situation devenait très grave, mais je ne le crois guère, on peut même pendant la première année, de mise en place d'un gouvernement populaire, limiter à un seul voyage par an la possibilité de partir à l'étranger tant que les circuits financiers ne sont pas correctement réamorçés.

3° : les mouvements d'argent liés au commerce international. Beaucoup d'entre nous ont acheté des transistors, des rasoirs électriques étrangers. Les entreprises qui les importent paient d'ordinaire à « 90 jours fin de mois » comme le dit la terminologie commerciale, c'est-à-dire en moyenne un peu plus de trois mois après la livraison du produit.

Au cas d'une menace monétaire sur le franc, ces importateurs auront tous la tentation de payer comptant au lieu d'attendre 90 jours pour ne pas courir le risque de voir une dévaluation se produire pendant cette fameuse période de 90 jours, et avoir de ce fait à payer 10 à 15 % de francs de plus, pour couvrir leur dette en devises étrangères de valeur supposée constante.

De la même façon, les exportateurs français qui vendent à l'étranger peuvent très bien s'ils s'attendent à une dévaluation, dire à leur acheteurs allemands : « Monsieur, au lieu de me payer auprès de ma banque habituelle, et sous conditions d'un retour en France rapide de cet argent, ouvrez donc un compte à mon nom en marks à une banque de Munich et j'attendrai quelque temps pour rapatrier les fonds. »

le rôle du contrôle des changes

Ainsi, l'exportateur a la chance, si une dévaluation survient et s'il a attendu assez longtemps, d'encaisser de 10 à 15 % de francs de plus pour la même valeur en devises étrangères. Joignons les deux mouvements et supposons qu'ils durent : là se trouve un risque financier très lourd et probablement la part la plus importante de ce qu'on appelle fuite des capitaux. C'est une forme qui n'est pas facile à combattre car on ne peut pas la qualifier expressément de spéculation.

A la limite, on peut dire qu'il s'agit d'un comportement normal chez les gens économes pour améliorer les résultats de leur travail. Pire, un conseil ouvrier d'une entreprise autogérée aura la même attitude car il sera d'abord solidaire des travailleurs qui l'auront élu en tant que conseil ouvrier à la tête de l'entreprise, beaucoup plus que de la volonté collective des forces populaires au niveau national.

C'est ici que le contrôle des changes peut jouer tout son rôle. Il consiste à faire vérifier par les services douaniers que les factures voyagent en même temps que les produits et que les paiements se font aux dates commerciales normales par rapport à l'échange des produits. Faute de quoi, de lourdes amendes, qui doivent être calculées de manière à être très supérieures au risque de la dévaluation, tomberaient sur les contrevenants. C'est un dispositif lourd, mais assez simple, dans son principe. Encore faut-il se préparer à le mettre rapidement en place. On voudrait être sûr que les directions politiques du PC et du PS y songent et prennent déjà contact avec des techniciens de cette question.

Pendant, sur le plan interne, il n'y a guère de crainte à avoir. Si dans les premiers mois de son existence, un gouvernement de gauche ne fait pas trop de sottises financières, quelle que soit l'énergie de sa politique de trans-

formation des structures, il doit pouvoir parvenir à assurer un fonctionnement régulier des échanges internationaux, et doit normalement pouvoir au bout de quelque temps se passer d'une réglementation aussi lourde. L'appartenance de la France au marché commun ne crée pas à cet égard de contrainte particulière, puisqu'il s'agit d'échanges commerciaux normaux et que les monnaies sont encore distinctes. Il n'en créerait que si l'ensemble des autres pays exigeait la levée de ces contrôles par un vote au conseil des Ministres des Communautés. La légalité d'un tel vote offrirait un débat fort intéressant. De toutes façons, nous avons toujours dit qu'une des exigences d'un gouvernement socialiste français devrait être de faire modifier le traité sur deux ou trois points, notamment l'article 104 alinéa 9 (si ma mémoire est exacte) qui autorise une majorité à exiger d'un pays qu'il lève les dispositions temporaires prises par lui au titre de la clause de sauvegarde. Cette disposition vise des mesures encore plus brutales que celles que je viens d'évoquer puisqu'il s'agit de droits de douane spéciaux et temporaires. Mais on peut en avoir besoin et il n'y a pas de raison de laisser se faire cette éventuelle pression internationale.

riposte à la grève de l'investissement

Enfin, la 4^e forme de la fuite des capitaux n'est sûrement pas la plus importante quant à sa masse, mais elle est la plus dangereuse : il s'agit de la fuite des trésoreries d'entreprises, c'est-à-dire des capitaux liquides appartenant à des entreprises installées en France, qu'elles soient françaises ou étrangères par leur capital. Pour plus de 95 %, la fortune d'une entreprise est faite de bâtiments fixés au sol, de machines fixées au sol, de camions, d'engins de levage immatriculés en France et qu'il n'est guère possible de déménager vers l'étranger facilement.

Cette fortune des entreprises n'est liquide, c'est-à-dire en argent, que pour un très petit pourcentage du total, mais ce petit pourcentage est tout de même essentiel puisque c'est celui qui assure la part autofinancée des nouveaux investissements, part à laquelle se joignent les emprunts auprès des banques et du Crédit National.

Le départ de ces capitaux signifie la renonciation de l'entreprise à développer ses activités en France et se traduit donc par une menace pour l'emploi.

C'est en fait la grève de l'investissement. Il n'y a pas ici beaucoup de contre-mesures possibles, mais on aurait aimé trouver dans le programme commun la trace de la seule disponible qui est la sanction pour grève de l'investissement sous la forme d'une nationalisation sans indemnité. Il faut annoncer un an ou 18 mois à l'avance qu'à une date largement diffusée, sera nationalisée toute entreprise de plus de 1 000 ou 2 000 salariés qui n'aurait pas, pendant la période en cause, investi au moins 3 ou 4 ou 5 % (à choisir) de plus que l'année précédant la prise du pouvoir.

A défaut, l'entreprise se met en contrevention avec les règles de la nouvelle légalité, elle est donc confisquée purement et simplement. A ce moment, le capitaliste qui songe à expatrier 4 ou 5 % de la valeur de son actif, risque de perdre 100 % sans préavis, et sans la moindre trace d'indemnité ou de compensation quelconque.

D'autres mesures sont possibles, plus subtiles et plus techniques. Je n'entends pas ennuyer les lecteurs de « TS » avec la technique financière. Je veux seulement dire ici qu'un gouvernement appuyé sur les forces populaires ne serait pas démuni s'il entend se battre avec sérieux sur ce front tout à fait décisif.

J'ajoute que naturellement il ne s'agit pas seulement ici de mécanismes techniques mais que la pression politique a aussi un rôle à jouer. Que

les employés de banque qui se sentent liés à l'effort des forces populaires fassent la grève de l'exécution des mouvements de fonds vers l'étranger non justifiés par des opérations commerciales, que les directeurs des banques nationalisées sachent que leur carrière connaîtrait une fin précoce si le comportement financier de leur établissement dans la période difficile comportait la moindre trace d'une complicité dans le sabotage économique. Tout cela aussi doit être préparé, mais est loin d'être impossible.

TS : un contrôle des changes très sévère n'est-il pas le début d'une prise du pouvoir de l'administration sur l'expérience socialiste ?

M.R. : Nous avons toujours dit au PSU qu'il y avait, jusque dans l'autogestion, un risque de déviation technocratique. L'aspect particulier que « TS » soulève ici n'est de loin pas le plus important. Mais je veux répéter qu'il s'agit d'abord de décisions politiques avant même d'être techniques, qu'ensuite leur exécution se fera d'autant plus fortement que le contrôle ouvrier s'exercera sur les trésoreries d'entreprises d'une part, et sur les mouvements bancaires de l'autre.

Mais ne soyons pas naïfs. Tout le monde sait bien que des trois pôles autour desquels se construira un socialisme autogestionnaire, deux, l'administration d'Etat et les organisations politiques existent déjà, tandis que le troisième, les conseils d'autogestion est encore à créer.

Il est complètement illusoire d'imaginer pouvoir créer ce troisième pôle, ce qui exige beaucoup de temps, en laissant à l'abandon les deux premiers dont il conviendra au contraire de se servir. Il faudra utiliser l'administration d'Etat pour parfaire la victoire contre le capitalisme, pour assurer la prise réelle du pouvoir économique après la prise nominale du pouvoir politique. L'essentiel sera donc de savoir le faire tout en respectant le pouvoir croissant des conseils d'autogestion, mieux, en assurant aussi vite que faire se peut la transmission des pouvoirs de gestion aux conseils populaires dès qu'ils se créent.

contre le défaitisme

Je voudrais conclure en remerciant « TS » d'avoir choisi un tel sujet d'entretien. Je me souviens encore d'une lettre reçue pendant ma campagne présidentielle ; elle venait d'un ouvrier métallurgiste et disait à peu près : « Monsieur Rocard, c'était sympathique ce que vous avez dit hier soir à la télévision. Je me sentais bien d'accord avec vous, mais voyez-vous, moi j'ai peur ; je suis un vieil ouvrier, j'ai vécu le front populaire, on a perdu devant le mur d'argent, j'ai vécu la libération, on a sombré dans l'inflation ; j'ai vécu le front républicain, on a sombré dans le colonialisme mais aussi dans l'inflation. Alors, la vérité, Monsieur Rocard, c'est que la gauche ne sait pas gérer, même si elle est sympathique. Vous m'excusez, mais si je pense que vous aviez raison hier soir, je voterai quand même UDR. »

Cette lettre, c'était l'indice d'un authentique défaitisme populaire, dû à l'incapacité des forces socialistes à imposer dans les faits leur espérance. Je crois ce défaitisme largement excessif. Je regrette que les partis socialistes et communistes n'aient pas cherché déjà à y répondre en rédigeant dans le programme commun un chapitre monétaire un peu plus solide techniquement que l'actuel.

Mais peu importe, l'essentiel est d'expliquer inlassablement les données de la situation, les façons de combattre les risques, et les chances réelles qu'ont les forces socialistes de s'en sortir.

(Interview recueillie par Jacques GALLUS □)

« Libération » : un journal populaire ?

Le 5 février prochain doit sortir le numéro 0 d'un nouveau quotidien du matin : « Libération ». C'est une date. Alors que les patrons de la presse vont partout répétant que la presse écrite se meurt. Et quand, quotidiennement, les militants d'extrême-gauche doivent se battre contre l'information contrôlée et déformée par les « média » de la bourgeoisie. Informer, contrôler pour pouvoir décider : notre bataille de tous les jours. Et un quotidien — quelle arme cela représente ! Mais pourquoi cacher que le fait que des militants maoïstes — et eux seuls — soient à l'origine du projet, même s'ils se sont adjoint d'autres militants (mais à titre plus individuel que politique), jette des doutes sur le contenu du futur journal ? Et nous fait craindre un quotidien qui ne soit peut-être pas celui dont l'extrême-gauche tout entière a aujourd'hui besoin, même s'il doit dépasser ses frontières actuelles ?

L'entretien accordé à Tribune Socialiste par Serge July, membre du Comité de rédaction et journaliste venant de la Cause du Peuple, répond partiellement à ces questions. Le reste de la réponse, nous l'aurons avec les premiers numéros de Libération...

T.S. — Pourrais-tu préciser aussi rapidement que possible, pour les lecteurs de T.S., quel est le but du projet « Libération », comment est conçu le journal, à qui il est destiné ?

Serge JULY. — Le projet de Libération part de plusieurs exigences : D'une part, l'exigence de démocratie directe se fait ressentir massivement, à plusieurs niveaux de la société. En ce qui concerne, disons, les O.S., pour ce que beaucoup d'entre nous appellent le contrôle de la production, les choses sont claires. Mais à d'autres niveaux de la structure sociale, d'autres couches de la population contestent le système actuel et manifestent, dans leur pratique, l'exigence d'instaurer un système de démocratie directe. J'en veux pour preuve deux exemples, très éloignés de la pratique sociale immédiate des militants de gauche en général, d'une part ce qui se passe au niveau de la justice, d'autre part, ce qui se passe au niveau des fonctionnaires, de l'administration.

En ce qui concerne la justice, il y a, à la fois de la part de la population et de la part de certains magistrats, une exigence de publicité des actes judiciaires. La justice est soi-disant rendue « au nom du peuple français », mais en pratique, ça ne se passe pas du tout comme ça. D'où ce qui s'est passé à Bruay — mais ce n'est pas restrictif — cette exigence de rendre public le dossier de l'instruction, de donner à la population le moyen de contrôler l'institution judiciaire.

A Bruay, l'action combinée du juge Pascal et de la population a bloqué pendant un certain temps et bloqué encore pour le pouvoir la possibilité de rendre un non-lieu dans l'affaire Leroy.

Autre exemple, au niveau des fonctionnaires, qui ne concernent pas seulement un individu, mais pas mal de fonctionnaires, en tant que structure : il s'agit de l'histoire Aranda.

C'est un bras droit de ministre qui a rendu public quelque chose qui était caché. On cachait des choses au ministère et lui dit : « Voilà ce qui se passe dans le cabinet du ministre de l'Équipement ». Il a fait appel à l'opinion publique, il est d'ailleurs passé par le Canard Enchaîné, par des organes de presse, il a mis d'une certaine manière ce qui était caché sous le contrôle de l'opinion publique.

Par ces quelques exemples, je voulais montrer l'exigence profonde quoique dispersée d'instaurer un régime de démocratie directe, ou pour dire les choses autrement, qu'il faut rétablir en France, la souveraineté du peuple français. C'est en partant de cette exigence que de nombreuses personnes se sont réunies autour du projet de Libération, venant de courants divers. Nous ne sommes pas unifiés sur tout, nous sommes unifiés sur le fait que le système de représenta-

tion actuel, qui passe par la délégation que ce soit au niveau des députés ou des syndicats, système de délégation incontrôlable où les députés et les délégués ne sont pas révocables est battu en brèche dans le pays, que l'exigence s'exprime d'un autre système de représentation basé sur la démocratie directe, où le peuple ait véritablement le pouvoir, et d'abord celui de révoquer ceux qui parlent en son nom.

Autour donc d'un projet de presse, des courants, Sartre, Foucault, André Thérêt (1), se sont réunis. Nous pensons en effet qu'il est possible de rassembler sur cette exigence de démocratie directe, énormément de gens, même une majorité effective du pays... Si l'on veut définir Libération de ce point de vue là, on peut dire en effet que ce sera l'organe du rassemblement populaire pour la démocratie directe.

La deuxième exigence est qu'il nous semble que la presse joue aujourd'hui le rôle qu'a pu jouer au début du siècle, au moment de l'apogée de la démocratie bourgeoise, le Parlement. C'est simple : une émission de télévision, une conférence de presse télévisée, une campagne de presse dans la grande presse, ça a de fait cent fois, mille fois plus d'impact que la déclaration d'un député ou d'un ministre, à la Chambre. Pour aller à l'essentiel, on pense que la presse s'est un peu substituée au Parlement, et que la tribune qu'a pu constituer le Parlement, en particulier pour des militants révolutionnaires, cette tribune aujourd'hui, c'est la presse qui en joue le rôle.

De ce point de vue là, un quotidien intervient beaucoup plus qu'un hebdomadaire dans les mouvements d'opinion.

Un quotidien, du point de vue des forces progressistes en France, c'est donc une arme excessivement importante, plus importante de fait, que d'avoir des députés à la Chambre. C'est pourquoi aujourd'hui, nous nous sommes donné pour tâche d'édifier cette arme-là.

T.S. — Tu viens de dire que les militants qui s'étaient réunis autour du projet de Libération venaient de courants assez divers. Pourtant la plupart des militants connus de l'équipe de Libération font partie du courant maoïste, certains viennent de la Cause du Peuple. Est-ce que cela va influencer sur l'orientation politique du journal ?

S.J. — Je crois déjà t'avoir en partie répondu. Il est effectif que des militants maoïstes ont été à l'initiative de ce projet. Ce serait contraire à notre point de vue de le masquer. Être à l'initiative du projet ne signifie pas que ce sera

(1) Ancien mineur, un des dirigeants de la grève de 1948 dans le Nord.

un organe maoïste ou une quelconque Cause du Peuple quotidienne.

Il ne s'agit pas de cela pour deux raisons : d'une part la composition de l'équipe centrale — une poignée de militants et de journalistes professionnels qui ont eu maille à partir avec la censure de la presse. D'autre part, Libération est un mouvement, un organe de rassemblement.

Rassemblement, cela signifie que nous pensons que cette aspiration à la démocratie directe concerne des gens qui se battent, que ce soit au niveau des Caisses d'Allocations familiales, ou au niveau du ministère de l'Équipement...

Lisez le Ça suffit ! de Jean Ferniot, il y a quelque chose de frappant dans ce qu'il dit : il dit que l'information, la vie politique se passent au niveau de 3.000 individus en France, ce qu'il appelle le Tout-Etat. Et puis les cinquante millions d'autres — qui n'existent pas. Il faut attendre cinq semaines pour qu'on parle de la grève du « Joint Français », des « Nouvelles Galeries », etc. Et puis, ajoute-t-il, la voix de ceux d'en-bas on ne l'entend jamais. Moi, journaliste, je suis dans le coup (je le cite en substance) en gros on ne s'occupe pas de ces gens-là. Là, on voit le signe d'une crise profonde : qu'un des principaux éditorialistes du régime, de la V^e République, puisse dire une chose pareille, c'est quand même un signe des temps.

Quand Jean Ferniot dit que ce n'est pas la démocratie, il a raison : ce n'est pas la démocratie. Et quand il dit qu'il croyait que la démocratie c'était le pouvoir pour le peuple et par le peuple, c'est vrai : on est d'accord avec ça. Ça ne veut pas dire que Jean Ferniot collaborera demain matin à Libération. Et quand nous parlons de rassemblement, nous parlons de rassemblement, non seulement des O.S., mais du rassemblement qui

mise en forme. Quand les ouvriers mènent une grève, ils inventent quotidiennement des formes de lutte. Le rôle de Libération dans le cas des ouvriers, sera, par exemple de leur donner la possibilité d'exprimer leur réflexion sur une grève, un mouvement, les contradictions qu'ils rencontrent. Contradictions au sein du peuple, dont la plus connue est le racisme. Mais il y en a d'autres : sur le syndicalisme par exemple. Il y a un débat, qu'il faut faire à chaud. A Berliet, par exemple, à propos de la C.G.T., ce qu'elle était il y a dix ans et la C.G.T. d'aujourd'hui, à propos des formes extra-syndicales de lutte... Le rôle de Libération c'est d'organiser de manière systématique ce débat, de le provoquer. Que ce soit au niveau de la classe ouvrière ou de la petite bourgeoisie, à propos de la famille, il faut organiser le débat. C'est cela donner la parole au peuple.

On pense renouer avec une vieille tradition, celle de l'Humanité de 1927 où, dans un éditorial, Marcel Cachin disait qu'il ne fallait pas trop faire confiance aux journalistes professionnels, laisser la place à l'expression directe — je cite en substance — des souffrances, des colères, des espoirs du peuple. A la suite de cet éditorial, il recevait une moyenne de trois cent cinquante lettres tous les quinze jours à partir desquelles ils ont fait des articles, des reportages. On pense qu'il y aura ainsi pas mal de lettres de commerçants, d'ouvriers, de paysans, de fonctionnaires qui écriront au journal. Ce sera une base de départ, mais pas la seule.

T.S. — Les exemples que tu as cités pour illustrer cette exigence de publicité qui va de pair avec la démocratie directe, l'affaire de Bruay, l'affaire Aranda, ou même les propos de Ferniot, font partie

devez bien connaître : il y a de nombreuses petites communes en France, qui ne veulent pas mourir. Cela se passe dans des petits villages des petits bourgs de quinze cents, deux mille habitants et dont les conseils municipaux deviennent très anti-centralisateur, très anti-Etat. Ils prennent des décisions comme la grève des impôts directs, comme le barrage des routes...

Ça prend cinquante autres formes : dans un village, en Normandie, que doit traverser une autoroute, ils ont décidé une grève administrative. Tout cela fait partie de la vie des gens. Je n'oublie pas les immigrés engagés dans une lutte considérable sur la question de la carte de travail, de leurs droits, et qu'évidemment « Libération » leur donnera la parole.

Quand je dis, il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïtés, voilà ce que je veux dire : « Libération » parlera de tout. On parlera aussi bien du tiércé que de la télévision, que des sports, que du Conseil des ministres du mercredi, que de la conférence de presse de Pompidou, et puis aussi, on parlera de tout ce dont ne parle pas la presse. Je ne veux pas entrer dans la diffamation mais ce sera un quotidien du matin bien connu, ou un quotidien du soir bien connu, mais qui dit la vérité.

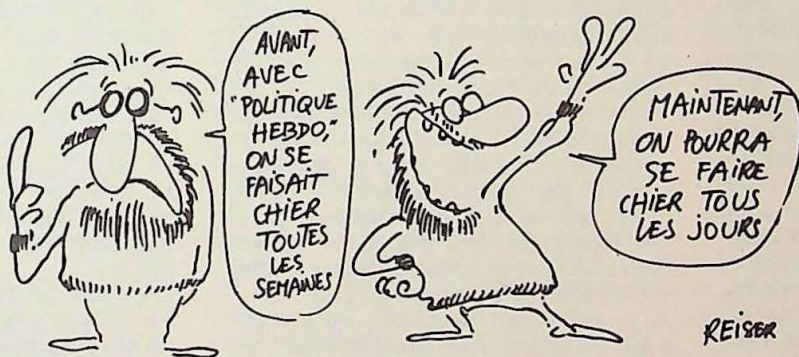
Quelle forme cela prendra-t-il, dire la vérité ? Il est clair que les journalistes de « Libération » seront aux mêmes endroits que les journalistes de « France-Soir » ou du « Parisien libéré ». Ils seront aussi à la fin du Conseil des ministres, ils seront là où sont les sources de l'information pour la grande presse. On n'en dira pas la même chose, c'est évident, mais en plus, on sera dans tout un tas d'endroits où eux ne sont pas. On pense que pour pouvoir lutter sur le front de l'information, il ne faut pas faire un quotidien marginal, comme « Il Manifesto » — quelle que soit la sympathie que l'on puisse avoir pour les camarades italiens. La presse quotidienne italienne de gauche a cette particularité d'être spécialisée dans ce dont ne parle pas la grande presse. Elle parle des luttes essentiellement, de luttes sur le logement, dans les usines, tout ce dont ne parlent pas les autres quotidiens. Le résultat, c'est qu'elle est très marginale, par rapport à la grande presse italienne.

Notre but et, c'est en quelque sorte une déclaration de guerre, c'est de prendre la place du « Parisien libéré », ou plus exactement son public. C'est un objectif, je le dis tout de suite, qui est terriblement ambitieux. La gauche française n'a jamais pris cette place-là : c'était la partie « mobilisée » de la population qui achetait l'« Humanité » ou « Libération » mais — sauf peut-être entre 1945 et 1947 — il y a eu tout un public abandonné aux forces de droite ou aux forces centristes.

Pour s'adresser à la grande masse, il faut partir de ce que font les gens. Il y a neuf millions de Français qui jouent au tiércé, on peut toujours les mépriser ; nous, on ne les méprise pas. On pense que pour neuf millions de Français louer au tiércé, c'est un peu faire l'exercice de leur intelligence. On part de ce fait-là, de cette pratique. Evidemment, le tiércé on ne le traitera pas de la même façon que la grande presse. On donnera les départs des courses, mais on dira d'autres choses. Plusieurs journalistes hippiques participent au projet de « Libération » et feront la chasse aux combines, à tout ce qui truque le jeu : officiellement, certains chevaux sont entraînés par un certain entraîneur, en réalité, par un autre, pour des questions d'impôts, de fiscalité. Il y a par ailleurs des courses qui sont truquées. Là aussi, il faut donner les moyens à un large public d'exercer un contrôle sur le tiércé.

Je pourrais prendre d'autres exemples : celui de la télévision, des sports, etc. Le projet de « Libération » est de donner la parole au peuple, de répondre à cette aspiration de démocratie directe, « Libération » veut donner la parole aux cinquante millions de Français qui veulent parler et qu'on empêche de le faire.

(Propos recueillis par J.-F. MERLE)



va des O.S. jusqu'à des éléments contestataires même de l'appareil d'Etat.

T.S. — Au niveau de la fabrication du journal, comment va se traduire cette volonté de donner la parole au peuple ?

S.J. — En ce qui concerne la fabrication, il y a deux aspects, l'un technique, l'autre de rapports entre la population et le journal. L'aspect technique est important : un quotidien fabriqué selon les normes classiques, en typographie, n'est une entreprise possible que pour des capitalistes. Plusieurs milliards — que l'on n'a pas, bien sûr. On a cherché à étudier un procédé technique économique et rationnel, tenant compte des dernières mises au point technologiques, aux Etats-Unis, au Japon, celui de la photocomposition, très peu utilisé en France. Méthode souple, donc, et économique.

Par ailleurs, donner la parole au peuple, ça veut dire une chose... disons, un peu banale, ça veut dire que les gens pensent. Que les ouvriers dans une usine ont une pensée, même si elle n'est pas totalement systématique, cohérente,

de ce qu'on appelle « les scandales », de ce que sont, pour la majorité des gens, des « scandales ». Est-ce que, du point de vue du contenu, c'est là-dessus que « Libération » a l'intention d'insister, au risque de devenir une sorte de « Parisien libéré » ou de « Canard Enchaîné » quotidien d'extrême-gauche ?

S.J. — Il n'y a pas pour nous d'ambiguïtés là-dessus mais il faut quand même donner plusieurs précisions. Entendons-nous bien : « Libération » ne sera pas un quotidien d'extrême-gauche, il y a cinquante millions de Français qui n'ont pas la parole. On va leur donner la parole. On va parler de la vie de Français. Leur vie, c'est leur oppression, leur lutte — et leur lutte ce n'est pas seulement la grève du « Joint Français ». Même si l'on avait écrit, c'est ce qui se serait sûrement passé dans « Libération », un article le premier ou le deuxième jour. La lutte c'est aussi quand un individu, dans une usine, se pose des questions comme « comment vais-je lutter ? », « est-ce qu'il faut lutter ? », ses espoirs et ses désespoirs. Autre exemple, que vous

le métro fantôme

TOUT ceux qui n'ont pas encore vu **Le Métro Fantôme** de LeRoi Jones qui, présenté à Paris il y a sept ans, n'a guère cessé depuis d'être joué sur les scènes de la décentralisation, doivent se dépêcher d'aller voir au théâtre Récamier, cette étonnante protestation de la race noire contre la race blanche qui, incapable désormais de commander, ne songe plus qu'à séduire.

Chantal Darget est la séductrice : Lula la prostituée, Lula la blanche.

Enjôleuse, suppliante, effrénée, hautaine ou familière, retrouvant tantôt le ton de la domination de sa race ou celui, enfantin, cassé par le doute, de sa profession, elle fait passer le noir (Greg Germain) de l'étonnement à l'intérêt et, soudain, à la haine.

C'est qu'elle a fait surgir en lui le nègre blanc, celui qui ne demande qu'à pactiser. La pire race, selon LeRoi Jones.

Un recueil de pièces de LeRoi Jones, **Théâtre noir révolutionnaire** paraît actuellement (1). Schémas de pièces plus que pièces véritables, ce théâtre montre les ponts coupés entre noirs et blancs. Pour LeRoi Jones, tout ce qui est valeurs blanches est désormais honni. Seule compte l'extermination prochaine. Déjà « **Le Métro Fantôme** » affirmait que Charlie Parker, s'il avait pu troquer contre la vie de dix blancs sa fameuse trompette, aurait choisi le meurtre et cassé sa trompette. Le **Théâtre noir révolutionnaire** va plus loin. Théâtre de l'agression, il n'offre pas d'autres perspectives aux blancs que de venir « **se faire tuer à Harlem!** ». Alors, dit-il « **il y aura de vraies danses et de vrais chants** ».

Dominique NORES ■

(1) Buchet-Chastel, éditeur

Mère Courage

ANTOINE VITEZ présente à Nanterre (1) une mise en scène originale d'une pièce des plus connues de Bertolt Brecht « **Mère Courage** ». Jean Vilar, dès 1951, l'avait montée au T.N.P. et le Berliner Ensemble dans la mise en scène de Brecht, en donna quelques représentations à Paris. « **Pièce didactique** », « **moralité exemplaire** », cette chronique de la guerre de trente ans décrit l'itinéraire, à travers l'Europe, de la cantinière Anna Fierling, appelée Mère Courage, car elle est la mère de trois enfants, mais aussi une femme âpre au gain qui veut tirer profit de la guerre. Ce que Brecht a voulu montrer, c'est l'impossibilité pour Anna Fierling d'être à la fois Mère et Courage. La guerre prendra ses trois enfants à « **celle qui a peur de perdre son bien** ». Sa cupidité entraînera la mort de ceux qu'elle aime par-dessus tout. Aveugle à son destin, Mère Courage est incapable de renoncer ni à son commerce, ni à l'amour de ses enfants et cette contradiction qu'elle ne

surmonte pas, cette incapacité à choisir en feront un être pitoyable.

Quant à la mise en scène d'Antoine Vitez, elle se révèle décevante par le fait même de sa trop grande richesse. Chaque scène, chaque intermède chanté (les songs) fourmillent en inventions, le texte se charge d'une multiplicité de sens, la représentation s'étire, les références culturelles abondent tant et si bien que l'unité de la Fable de Brecht en est détruite. Il ne s'agit nullement ici de faire la critique d'une mise en scène trop intelligente, ni de mésestimer le travail des acteurs (surtout d'Arlette Bonnard, Evelyne Istria, Bachir Touré et Jean-Baptiste Malartre), mais de souligner que la leçon de Brecht risque de passer inaperçue à la majorité des spectateurs et que par là on risque de mutiler la vocation de ce genre de théâtre.

François BARBET ■

(1) « Mère Courage et ses enfants », de Bertolt Brecht. (Théâtre des Amandiers, Nanterre.)

télévision

réflexion sur l'oppression

REALISE par la télévision allemande, « La soudaine richesse des pauvres gens de Korbach » raconte une affaire judiciaire qui eut pour cadre, vers 1820 un village du grand duché de Hesse. Sept paysans endettés, dans la misère, pratiquement réduits en esclavage, décident d'attaquer le fourgon des impôts. Après cinq tentatives vaines, ils réussissent leur coup. Mais cette affluence d'argent les grise, ils

commettent des imprudences et tombent dans les pièges que leur tend la police. Arrêtés et jugés, ils seront — bien que le « hold-up » n'ait fait aucune victime — condamnés à mort. A partir d'un dossier d'une dizaine de pages trouvé dans le grenier d'une mairie, Volker Schlöndorff a tenté de reconstituer les faits. Des lettres, des documents, lui ont permis de serrer de près la situation économique et sociale de l'époque, où l'oppression exercée par les tyrannaux allemands sur leurs sujets était aussi écrasante, sinon plus, qu'aux siècles précédents. Schlöndorff commente lui-même cet épisode : « La pauvreté mentale de ces paysans est aussi grande que leur pauvreté matérielle. Pourquoi n'essaient-ils pas de changer la société ? Parce que cela suppo-

serait qu'ils se révoltent alors que leur idéologie est semblable à celle de leurs exploités ». Et de fait, cette attaque, qui eût pu être un acte révolutionnaire est, aux yeux mêmes de ses auteurs, un crime qu'ils acceptent d'expier sans avoir seulement envisagé qu'une autre société pourrait exister, dont l'argent et les rapports maître-esclaves ne seraient pas les seuls ressorts. Un point reste troublant : le rôle du colporteur juif. Il n'était certes pas dans les intentions de Schlöndorff de faire de l'antisémitisme ; mais c'est David (parfaitement admis par les paysans et à l'aise parmi eux) qui, parcourant le pays, leur donne l'idée d'attaquer ce fourgon — et c'est le seul qui, finalement, en réchappe, car c'est le seul à pouvoir s'expatrier, tandis que

les paysans ne peuvent vivre ailleurs que sur cette terre qui ne leur appartient pas et dont ils sont esclaves...

L'attitude du pasteur est particulièrement révoltante lorsqu'il donne la communion (selon le rite de l'Eglise réformée) aux condamnés à mort avant leur exécution. La servitude vis-à-vis du Grand duc n'a pas de limites.

Tournée en noir et blanc, avec une extrême économie de moyens, cette réflexion sur le mécanisme de l'oppression se situe dans la tradition brechtienne, jusque dans l'emploi de la voix « off » et de maximes ou chansons qui favorisent chez le spectateur la prise de distances par rapport aux personnages et aux situations.

J.L. ■

note de lecture

une transformation décisive

Les tomes 3 et 4 de « L'histoire de la philosophie » de François Châtelet viennent de sortir.

Les deux premiers tomes consacrés à la « Philosophie païenne » (de Thales à Plotin) et à la « Philosophie médiévale » (des Pères de l'Eglise, à St Thomas et à Guillaume d'Oc-céam) apportaient enfin une histoire critique ayant pour but de rendre lisibles des penseurs difficiles par une analyse stricte et argumentée, mais sans la lourde minutie du détail faussement savant.

Par ailleurs, cette « Histoire de la philosophie » ne vise pas à faire revivre intégralement le passé, mais à choisir, à faire une présentation différentielle de notre héritage philosophique. Ces deux nouveaux tomes ne

devraient pas décevoir ceux qui ont lu les précédents. Le tome 3 se rapporte à ces siècles capitaux (XVI^e et XVII^e) où s'amorce une transformation décisive : rien ne va plus dans cette vieille société théocratique qui craque de toutes parts, où chaque jour apporte un démenti flagrant à des vérités que l'on croyait éternelles.

Ainsi, un nouveau discours philosophique s'élabore, de même que les bases scientifiques du monde moderne. Il s'agit de repenser l'homme et les philosophes-savants s'y emploient : Descartes, Hobbes, Malebranche, Spinoza, Leibniz...

Dans un climat tout aussi tendu que celui des siècles passés, le XVIII^e siècle continue l'ouvrage de démythification entrepris par les pionniers. Mais la raison, faculté maitressée, n'est plus considérée (comme chez Descartes) comme l'incarnation ici-bas de la pensée divine, mais comme la puissance critique et humaine qui s'attaque à tout. C'est de cette volonté critique que procédera l'entreprise des ency-

clopédistes visant en même temps à élargir un savoir non plus clos, mais un système de connaissances ouvert dont la révolution française sera directement issue.

Dominique GALLIA ■

(1) François Châtelet, « Histoire de la philosophie », t. 3 et 4, Hachette. (En vente à la librairie de T.S.)

le gâchis

Jacques MICHEA, un camarade de Pau, vient de publier un ensemble de nouvelles « LE GÂCHIS », aux Paragraphes Littéraires de Paris (1). Un livre de plus, sans doute, le choix est déjà difficile. Et pourtant, ce livre ne ressemble à aucun autre. Au travers de ces cinq récits différents, court en filigrane le drame terrible de la solitude, vécue dans la quotidienneté, par chaque personnage, d'une façon qui lui est propre. C'est elle qui rend insupportables leurs problèmes, leurs drames liés à leur misère. Il suffirait de si peu, il semble, pour les alléger. Si, au lieu de les vivre en vase clos, recroquevillés sur eux-mêmes, ils pouvaient les partager avec les autres, abattre les

barrières artificiellement créées entre les hommes pour les isoler. Mais le peuvent-ils ? Ce sont des faibles, des résignés. Et pourtant, d'agir sur leur vie, ils la fuient dans la mort ou le rêve, ou l'impossible retour en arrière... Et c'est cette faiblesse qui nous les rend si proches.

Les personnages du Gâchis, nous les côtoyons tous les jours, ce peut être nous demain. Ils sont de cette horde d'humbles travailleurs, broyés par une société indifférente à l'homme et cruelle pour les vaincus, les ratés, les mal-aimés, les laissés-pour-compte.

Le Gâchis, c'est une suite de petits tableaux comme le peintre les aime, où presque rien n'est dit, où tout est suggéré en nuances subtiles, en demi-teintes. On sourit souvent, on ne rit guère, ou c'est alors un rire qui s'étrangle...

Marie DEVEZE ■

(1) J. Michéa, Le Gâchis, 10,25 F. (En vente à la Librairie de T.S.)

REGARDS POLITIQUES

■ **NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTÉ PROVISOIRE**, ital., de Damiano Damiani. — Un bourgeois confronté à l'enfer des prisons, à « l'intolérable », peut-il quand même oublier ? (Cf. « T.S. » n° 561.)

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ **LES CONTES DE CANTERBURY**, ital., de Pier Paolo Pasolini. — Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559.)

■ **FAMILY LIFE**, angl., de Ken Loach. — Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558.)

■ **PSAUME ROUGE**, hongr., de Miklos Jancso. — Hymne au refus et à l'insoumission dans la Hongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf. TS n° 557.)

■ **BEAU MASQUE**, Français, de Bernard Paul — dans « T.S. » n° 556.

■ **FRITZ THE CAT**, dessin animé de Bashki — dans « T.S. » n° 556.

■ **LE PARRAIN**, Amér., avec Marlon Brando — La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans « T.S. » n° 553.)

■ **L'ATTENTAT**, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « T.S. » n° 550.)

■ **LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE**, Canadien, de Gilles Carle. Une bonne fille poussée à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « T.S. » n° 550.)

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf. « T.S. » n° 548.)

■ **ORANGE MECANIQUE**, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ **W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME**, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « T.S. » n° 547.)

contre la censure

René Vautier en est aujourd'hui à son 22^e jour de grève de la faim : Il veut obtenir du Ministre des Affaires Culturelles l'affirmation que la censure politique en France n'existera plus ni en droit, ni en fait.

Samedi soir, à Plomelin (un petit village à 6 km de Quimper) une cinquantaine de personnes avaient répondu à l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme et s'étaient réunies à la Maison des Jeunes et de la Culture. Il s'agissait de définir les divers moyens qui permettraient à René Vautier de gagner, mais qui ne semble pas émouvoir « Messieurs les Censeurs », ni même, la grande majorité des victimes silencieuses et consentantes de la Censure.

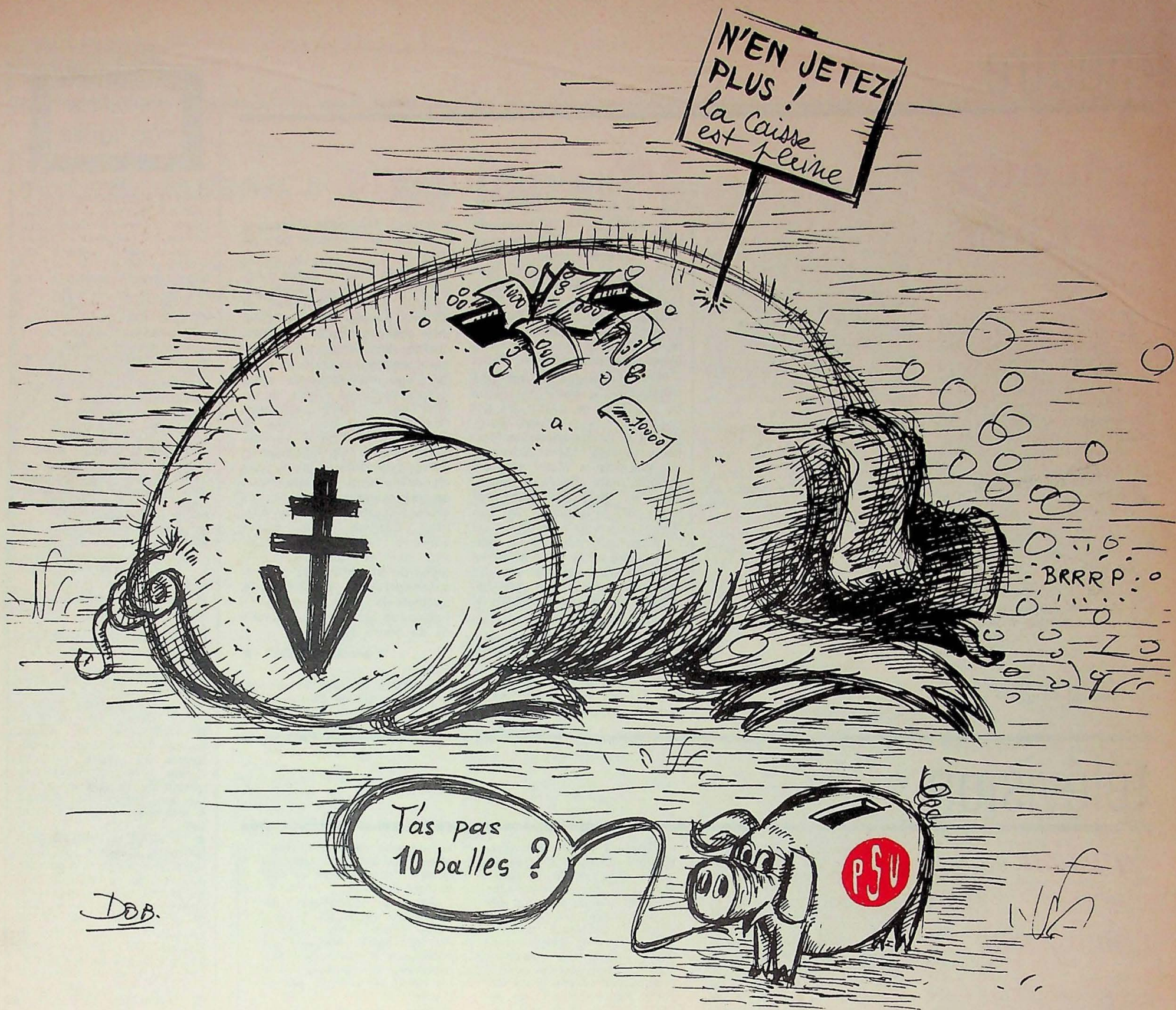
...Et si Vautier, Breton entêté, avait le dernier mot, et le dernier soupir...

...les journaux devraient bien alors titrer sur six colonnes : « **LE MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ACCUSE DE NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER.** » A moins qu'ils ne soient aussitôt censurés !

TEP

17, rue Malte-Brun, 20^e
Tél. 636.79.09

MARTIN LUTHER
ET THOMAS MUNZER
ou les débuts de la comptabilité
de Dieter Forte



Marcel Dassault distribue des cadeaux à ses électeurs, Guillaïn de Bénouville du foie gras aux concierges... Chaque candidat de la majorité dispose d'au moins cinq millions anciens pour sa campagne. Vu les sondages, on ira peut-être même jusqu'à dix. Déjà leurs affiches insolentes s'étalent sur les murs de Paris et de province. Le gros cochon qui sommeille dans la tirelire de tout UDR se baffe de millions : nos patrons cotisent pour nos adversaires.

Le PSU n'a d'autres ressources que les vôtres. Nous nous honorons de ne compter

que sur les cotisations de nos militants et la souscription de nos sympathisants — même si cela doit réduire notre cagnotte. Et même si en ce moment, elle sonne plutôt creux... Nous ne pouvons compter que sur vous pour la remplir. Pour que le PSU puisse se faire tout entier le porte-parole du courant autogestionnaire dans la bataille électorale. Ce n'est pas seulement notre propre avenir, c'est celui des forces qui se battent pour le socialisme et l'autogestion qui est à ce prix.

10-11 février : JOURNEES NATIONALES DE SOUSCRIPTION. Objectif : 40.000 F.

Fédération : _____
 Nom : _____
 Adresse : _____
 Section : _____
 Profession : _____
 Somme recueillie : _____ par _____

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à se faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Roard
 MICHEL ROCARD - Secrétaire National



pour le PSU
 (signature du collecteur)

souscription
 •
 législatives
 • 73 •

REÇU
 LA SOMME DE
 10 F
 de M. _____



9 rue Borromée Paris 15
 CCP-PARIS- 14.020.44

OBJECTIF
400 000 F

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15°). Vous pouvez également commander des carnets.